

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 643

3 mars 2016

SOMMAIRE

AC Holdings S.à r.l.	30839	Indira Properties S.à r.l.	30864
American Express Luxembourg S.à r.l.	30841	Les Jardins d'Alysea S.A.	30839
Atlant Europe RE S.à r.l.	30819	Loki Invest S.A.	30841
Celinvest S.A.	30841	Macrosoft Investholding S.à.r.l.	30863
Centauro Investments S.à.r.l.	30820	Mberp II (Luxembourg) 18 S.à r.l.	30822
Cetra Asset-Line International S.A.	30837	MBERP II (Luxembourg) 20 S.à r.l.	30822
Cha II S.à r.l.	30820	MBERP (Luxembourg) 5 S.à r.l.	30821
Commission des normes comptables	30820	Ocean Harvest S.A.	30842
East-West United Bank	30836	OHA Green Energy S.à r.l.	30863
Eridanus Investments S.à r.l.	30864	SIPL Investments S.à r.l.	30842
Flexafort Investholding S.à r.l.	30820	Tailo Investments S.A.	30864
GARAGE PICARD, société à responsabilité limitée	30821	Timepiece Luxembourg	30837
Ginkgo No. 1	30836	Travis Investment S.à r.l.	30842
Grossfeld Immobilière	30821	Vectea S.A.	30818
ICBPI Luxco S.à r.l.	30850	Via AM Sicav	30822
		Vodafone Investments Luxembourg S.à r.l. ..	30841

Vectea S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1820 Luxembourg, 10, rue Antoine Jans.

R.C.S. Luxembourg B 97.054.

L'an deux mille quinze, le huit décembre,

Par-devant Maître Danielle KOLBACH, notaire de résidence à Redange-sur-Attert, 66, Grand-Rue,

S'est réunie

l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme de droit luxembourgeois VECTEA S.A. avec siège social à L-8030 Strassen, 163, rue du Kiem, constituée suivant acte reçu par le notaire Maître Jean-Joseph WAGNER, notaire de résidence à Sanem, en date du 14 novembre 2003, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C, numéro 1322 du 11 décembre 2003, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de et à Luxembourg sous la section B et le numéro 97.054 (la «Société»).

L'assemblée est ouverte sous la présidence de M. Christian DOSTERT, clerc de notaire, demeurant professionnellement à Redange/Attert, qui se désigne également comme secrétaire.

L'assemblée choisit comme scrutateur Mme Virginie PIERRU, clerc de notaire, demeurant professionnellement à Redange-sur-Attert.

Le bureau ainsi constitué, le président expose et prie le notaire instrumentaire d'acter:

I. - Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour ordre du jour:

Ordre du jour:

1. Transfert du siège social actuel de la Société au 10, rue Antoine Jans, L-1820 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, avec effet immédiat et modification subséquente de l'article deux (2), premier alinéa, des statuts.

2. Acceptation de la démission du commissaire aux comptes actuel de la Société et décharge.

3. Nomination de «Fiduciaire WOTAN S.A.» en abrégé «WOTAN» ayant son siège social au 10, rue Antoine Jans, L-1820 Luxembourg (RCS Luxembourg B 198.446) en tant que commissaire aux comptes et fixation de la durée de son mandat à six (6) ans.

4. Acceptation de la démission des administrateurs actuels de la Société et décharge.

5. Nomination de Mmes. Catherine KORNMEYER et Hohria BOULHAIS et M. Christophe BONDEAU en tant qu'administrateurs de la Société et fixation de la durée de leurs mandats à six (6) ans.

II. - Que les actionnaires représentés, la mandataire des actionnaires représentés, ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent est indiqué sur une liste de présence; cette liste de présence, après avoir été signée par la mandataire des actionnaires représentés ainsi que par les membres du bureau et le notaire instrumentant, restera annexée au présent procès-verbal pour être soumise avec lui à la formalité de l'enregistrement.

Resteront pareillement annexées aux présentes les procurations des actionnaires représentés, après avoir été paraphées "ne varietur" par les comparants et le notaire instrumentant, pour les besoins de l'enregistrement.

III. - Que l'intégralité du capital social étant représentée à la présente assemblée, il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, les actionnaires représentés se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

IV. - Que la présente assemblée, réunissant l'intégralité du capital social, est régulièrement constituée et peut délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur les points portés à l'ordre du jour.

Ensuite, l'assemblée générale, après avoir délibéré, prend à l'unanimité les résolutions suivantes:

Première résolution:

L'assemblée générale décide de transférer le siège social actuel de la Société au 10, rue Antoine Jans, L-1820 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, avec effet immédiat et modifie, par conséquent, le premier alinéa de l'article 2 des statuts de la Société, comme suit:

« **Art. 2. (1^{er} alinéa).** Le siège social est établi dans la Commune de Luxembourg. Par simple décision du conseil d'administration, la société pourra établir des filiales, succursales, agences ou sièges administratifs aussi bien dans le Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.»

Deuxième résolution:

L'assemblée générale prend acte et accepte la démission du commissaire aux comptes actuel de la Société et décharge pleine et entière lui est accordée pour l'accomplissement de son mandat jusqu'à ce jour.

Troisième résolution:

L'assemblée générale nomme aux fonctions de commissaire aux comptes de la Société «Fiduciaire WOTAN S.A.» en abrégé «WOTAN» ayant son siège social au 10, rue Antoine Jans, L-1820 Luxembourg (R.C.S. Luxembourg B 198.446) pour une durée de six (6) ans.

Quatrième résolution:

L'assemblée générale prend acte et accepte la démission des administrateurs actuels de la Société et décharge pleine et entière leur est accordée pour l'accomplissement de leurs mandats jusqu'à ce jour.

Cinquième résolution:

L'assemblée générale nomme aux fonctions d'administrateurs de la Société pour une durée de six (6) ans, les personnes suivantes:

- Mme Catherine KORNMEYER, demeurant professionnellement au 10, rue Antoine Jans, L-1820 Luxembourg,
 - Mme Hohria BOULHAIS, demeurant professionnellement au 10, rue Antoine Jans, L-1820 Luxembourg,
 - M. Christophe BLONDEAU, demeurant professionnellement au 10, rue Antoine Jans, L-1820 Luxembourg,
- Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Frais

Le montant total des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société, ou qui sont mis à sa charge à raison des présentes, est évalué approximativement à mille euros (1.000,- EUR).

DONT ACTE, fait et passé à Redange-sur-Attert, les jours, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite aux comparants, connus du notaire par leurs noms, prénoms usuels, états et demeures, ils ont tous signés avec le notaire la présente minute.

Signé: C. DOSTERT, V. PIERRU, D. KOLBACH.

Enregistré à Diekirch Actes Civils le 10 décembre 2015. Relation: DAC/2015/21318. Reçu soixante-quinze euros (EUR 75,-).

Le Receveur (signé): J. THOLL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la Société sur sa demande

Redange-sur-Attert, le 21 décembre 2015.

Référence de publication: 2015207446/79.

(150232868) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 décembre 2015.

Atlant Europe RE S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 100.000,00.

Siège social: L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider.

R.C.S. Luxembourg B 172.755.

—
EXTRAIT

Il résulte des résolutions écrites de l'associé unique de la Société du 16 décembre 2015 que:

- Monsieur Alexander LEYVIMAN, Monsieur Vladimir LEYVIMAN, Madame Maria LEYVIMAN, et Monsieur Mikhail NEFEDOV, ont été révoqués de leurs postes de gérants de la Société, avec effet au 16 décembre 2015;

- Monsieur Alexander LEYVIMAN, a, été révoqué de son poste de chargé à la gestion journalière de la Société, avec effet au 16 décembre 2015;

- Les personnes suivantes ont été nommées gérants de la Société, avec effet au 16 décembre 2015 et ce pour une durée indéterminée:

* M. Magsud AHMADKHAPOV, né le 5 juin 1978 à Baki, Azerbaïdjan, résidant professionnellement au 9, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg.

* Mme Yuliya BAY-LANGER, née le 20 février 1984 à Kyiv, Ukraine, résidant professionnellement au 9, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 24 décembre 2015.

Référence de publication: 2015212034/22.

(150238256) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 décembre 2015.

Centauro Investments S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 107.185.

—
CLÔTURE DE LA LIQUIDATION

Il résulte des résolutions prises par l'associée unique en date du 29 décembre 2015 que la clôture de la liquidation a été prononcée, que la cessation définitive de la société a été constatée et que le dépôt des livres sociaux pendant une durée de cinq ans au siège social de la société, a été ordonné.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Centauro Investments S.à r.l.

Un mandataire

Référence de publication: 2015212157/14.

(150238706) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 décembre 2015.

Cha II S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 156.323.

—
Veuillez prendre note que Monsieur Joel CÁRDENAS SAN MARTÍN a démissionné de son mandat de gérant de catégorie B en date du 23 décembre 2015.

Luxembourg, le 29 décembre 2015.

Pour avis sincère et conforme

Pour Cha II S.à r.l.

Un mandataire

Référence de publication: 2015212158/13.

(150238233) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 décembre 2015.

CNC, Commission des normes comptables, Groupement d'Intérêt Economique.

Siège social: L-1468 Luxembourg, 13, rue Erasme.

R.C.S. Luxembourg C 109.

—
Extrait de la décision par consultation écrite des membres du GIE CNC du 17 décembre 2015

Les membres du GIE CNC ont décidé de nommer M. Yvan Thommes, responsable Finances et Comptabilité, Banque centrale du Luxembourg, 2 boulevard Royal, L-2983 Luxembourg, en qualité de membre du Conseil de gérance au sens de l'article 8 point 5° des statuts en remplacement de M. Marc Linster.

Conformément à l'article 7, 4^{ème} alinéa des statuts, Monsieur Yvan Thommes achèvera le mandat de Monsieur Marc Linster prenant fin à l'issue de l'assemblée générale des membres à tenir en 2018.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015212167/14.

(150237239) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 décembre 2015.

Flexafort Investholding S.à r.l., Société à responsabilité limitée - Société de gestion de patrimoine familial.

Siège social: L-2227 Luxembourg, 16, avenue de la Porte-Neuve.

R.C.S. Luxembourg B 100.389.

—
EXTRAIT

La soussignée atteste par la présente que suivant la (les) décision(s) de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 13 novembre 2015 à 16h00

est nommé gérant unique M. Eric VAN DER VEN, né le 28 septembre 1947 à Batavia, Indonésie, et demeurant Wijnstraat 77, NL-3311 BT Dordrecht, Pays-Bas

en remplacement de Jan Herman VAN LEUVENHEIM

à effet immédiat du 13 novembre 2015.

Luxembourg, le 23 décembre 2015.
 FLEXAFORT INVESTHOLDING Sàrl
 Eric VAN DER VEN
Gérant unique

Référence de publication: 2015212352/18.

(150238194) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 décembre 2015.

GARAGE PICARD, société à responsabilité limitée, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8252 Oberpallen, 5B, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 95.805.

—
Extrait de la réunion de l'organe de gestion du 2 décembre 2015

REPARTITION DES PARTS SOCIALES

L'organe de gestion constate et certifie que, suite à une convention de cession de parts sous seing privé signée ce jour, toutes les parts sociales de la société GARAGE PICARD sàrl souscrites et libérées, à savoir cinq cents (500) parts sociales, sont détenues par Monsieur Daniel PICARD, né à Bastogne (Belgique), le 17 juin 1959 et demeurant Route de Bastogne 342, B-6700 Arlon.

André PICARD
Le Gérant

Référence de publication: 2015212374/15.

(150238278) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 décembre 2015.

Grossfeld Immobilière, Société Anonyme.

Siège social: L-1940 Luxembourg, 296-298, route de Longwy.

R.C.S. Luxembourg B 85.508.

—
EXTRAIT

L'Assemblée Générale Ordinaire du 26 octobre 2015 a décidé de transférer le siège social de la société de L-2210 Luxembourg, 54, Boulevard Napoléon I^{er} à L-1940 Luxembourg, 296-298 route de Longwy.

L'adresse du commissaire aux comptes, la société à responsabilité limitée INTERAUDIT est dorénavant à L-2529 Howald, 37 rue des Scillas.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
 Howald, le 29 décembre 2015.

Signature.

Référence de publication: 2015212397/14.

(150238506) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 décembre 2015.

MBERP (Luxembourg) 5 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 12C, Impasse Drosbach.

R.C.S. Luxembourg B 160.785.

—
 Il résulte des résolutions de l'associé prises en date du 04 décembre 2015 que:

- Monsieur Pierre Fontaine, né le 30 décembre 1966 à Saint-Mard (Belgique), résidant professionnellement au 12C, Impasse Drosbach, L-1882 Luxembourg, est nommé gérant de la Société pour une durée indéterminée, en remplacement de Monsieur Abdoulie Yorro Jallow, gérant démissionnaire;

- le siège social de la Société est désormais situé au 12C Impasse Drosbach à L-1882 Luxembourg.

Par ailleurs, le siège social de l'associé de la Société se situe désormais au 12C Impasse Drosbach, L-1882 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28 décembre 2015.

MBERP (Luxembourg) 5 S.à r.l.

Référence de publication: 2015212629/17.

(150238151) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 décembre 2015.

Mberp II (Luxembourg) 18 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1882 Luxembourg, 12C, Impasse Drosbach.

R.C.S. Luxembourg B 188.205.

Il résulte des résolutions de l'associé prises en date du 04 décembre 2015 que:

- Monsieur Pierre Fontaine, né le 30 décembre 1966 à Saint-Mard (Belgique), résidant professionnellement au 12C, Impasse Drosbach, L-1882 Luxembourg, est nommé gérant de la Société pour une durée indéterminée, en remplacement de Monsieur Abdoulie Yorro Jallow, gérant démissionnaire;

- le siège social de la Société est transféré au 12C Impasse Drosbach à L-1882 Luxembourg.

Par ailleurs le siège social de l'associé de la Société se situe désormais 12C Impasse Drosbach, L-1882 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 décembre 2015.

MBERP II (Luxembourg) 18 S.à r.l.

Référence de publication: 2015212635/17.

(150238730) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 décembre 2015.

MBERP II (Luxembourg) 20 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1882 Luxembourg, 12C, Impasse Drosbach.

R.C.S. Luxembourg B 193.273.

Il résulte des résolutions de l'associé prises en date du 04 décembre 2015 que:

- Monsieur Pierre Fontaine, né le 30 décembre 1966 à Saint-Mard (Belgique), résidant professionnellement au 12C, Impasse Drosbach, L-1882 Luxembourg, est nommé gérant de la Société pour une durée indéterminée, en remplacement de Monsieur Abdoulie Yorro Jallow, gérant démissionnaire;

- Monsieur Walter Tocco, né le 12 octobre 1979 à San Gavino Monreale (Italie), résidant professionnellement au 12C, Impasse Drosbach, L-1882 Luxembourg, est nommé gérant de la Société pour une durée indéterminée, en remplacement de Monsieur Donatien-Xavier Martin, gérant démissionnaire;

- le siège social de la Société est transféré au 12C Impasse Drosbach à L-1882 Luxembourg.

Par ailleurs l'adresse professionnelle du gérant Frédéric Gardeur est désormais 12C Impasse Drosbach, L-1882 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 décembre 2015.

MBERP II (Luxembourg) 20 S.à r.l.

Référence de publication: 2015212636/21.

(150238728) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 décembre 2015.

Via AM Sicav, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2180 Luxembourg, 2, rue Jean Monnet.

R.C.S. Luxembourg B 204.005.

STATUTES

In the year two thousand and sixteen, on the twelfth day of February.

Before us, Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg-

THERE APPEARED:

Eric Sturdza Management Company S.A., a a public limited company (société anonyme) incorporated and existing under the laws of Luxembourg, registered with Luxembourg Trade and Companies Register under number B 200727, having its registered office at 2, Place de Paris, L-2314 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg,

here represented by Mrs Zuzanna Karas, professionally residing in Luxembourg, by virtue of a proxy, given in Geneva, on 9 February 2016.

The said proxies, initialled ne varietur by the proxyholder of the appearing parties and the notary, shall remain annexed to this deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing parties have requested the officiating notary to enact the deed of incorporation of a public limited company (société anonyme) which they wish to incorporate with the following articles of association:

A. Name - Purpose - Duration - Registered office

Art. 1. Name and form. There exists a public limited company (société anonyme) qualifying as an investment company with variable share capital (société d'investissement à capital variable) under the name VIA AM SICAV (the "Company") which shall be governed by Part I of the Luxembourg law of 17 December 2010 relating to undertakings for collective investment, as amended (the "2010 Law"), the law of 10 August 1915 concerning commercial companies, as amended (the "1915 Law") to which the 2010 Law refers, as well as by the present articles of association.

Art. 2. Purpose.

2.1 The purpose of the Company is the investment of the funds available to it in transferable securities of all types and other assets permitted by the 2010 Law, with a view to spreading investment risks and enabling its shareholders to benefit from the results of the management thereof.

2.2 The Company may take any measures and conduct any operations it sees fit for the purpose of achieving or developing its purpose in accordance with the 2010 Law.

Art. 3. Duration.

3.1 The Company is incorporated for an unlimited period of time.

3.2 It may be dissolved at any time with or without cause by a resolution of the general meeting of shareholders adopted in the manner required for an amendment of these articles of association.

Art. 4. Registered office.

4.1 The registered office of the Company is established in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

4.2 Within the same municipality, the registered office may be transferred by means of a decision of the board of directors. It may be transferred to any other municipality in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of the general meeting of shareholders, adopted in the manner required for an amendment of these articles of association.

4.3 Branches or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a resolution of the board of directors.

B. Share capital - Shares - Net asset value

Art. 5. Share capital.

5.1 The share capital of the Company shall be represented by fully paid up shares of no par value and shall at all times be equal to the total net asset value of the Company. The share capital of the Company shall thus vary ipso iure, without any amendment to these articles of association and without compliance with measures regarding publication and entry into the Trade and Companies Register.

5.2 The minimum share capital of the Company may not be less than the level provided for by the 2010 Law, i.e. one million two hundred and fifty thousand euros (EUR 1,250,000.-). Such minimum capital must be reached within a period of six (6) months after the date on which the Company has been authorised as an undertaking for collective investment under Luxembourg law.

5.3 The Company is incorporated with an initial share capital of thirty-one thousand euros (EUR 31,000.-) represented by thirty-one (31) shares.

Art. 6. Form of shares - Register of shares - Transfer of shares.

6.1 The shares of the Company are in registered form.

6.2 A register of registered shares shall be kept at the registered office of the Company, where it shall be available for inspection by any shareholder. The register shall contain all the information required by the 1915 Law. Ownership of shares is established by registration in said share register. Certificates of such registration shall be issued upon request and at the expense of the relevant shareholder.

6.3 The Company will recognise only one holder per share. In case a share is owned by several persons, they shall appoint a single representative who shall represent them towards the Company. The Company has the right to suspend the exercise of all rights attached to that share until such representative has been appointed.

6.4 The shares are, as a rule, freely transferable in accordance with the provisions of the law subject however to Article 12 au-dessous and to any additional restriction disclosed in the prospectus of the Company (the "Prospectus").

6.5 Any transfer of registered shares shall become effective towards the Company and third parties (i) through the recording of a declaration of transfer into the register of shares, signed and dated by the transferor and transferee or their representatives, and (ii) upon notification of the transfer to, or upon the acceptance of the transfer by the Company.

Art. 7. Classes of shares.

7.1 The board of directors may decide to issue one or more classes of shares for each Sub-Fund.

7.2 Each class of shares may differ from the other classes with respect to its cost structure, the initial investment required, the currency in which the net asset value is expressed or any other feature as may be determined by the board of directors from time to time. The board of directors may further, at its discretion, decide to change any of these characteristics as well as the name of any class of shares. In such a case, the Prospectus shall be updated accordingly.

7.3 The board of directors may create each class of shares for an unlimited or limited duration; in the latter case, upon expiry of the term, the board of directors may extend the duration of the relevant class of shares once or several times. At the expiry of the duration of the class of shares, the Company shall redeem all the shares in the class of shares, in accordance with Article 10 au-dessous.

7.4 At each extension of the duration of a class of shares, the shareholders shall be duly notified in writing, by a notice sent to them. The Prospectus shall indicate the duration of each class and if appropriate, its extension.

7.5 There may be capitalisation and distribution shares. Whenever dividends are distributed on distribution shares, the portion of net assets of the class of shares to be allotted to all distribution shares shall subsequently be reduced by an amount equal to the amounts of the dividends distributed, thus leading to a reduction in the percentage of net assets allotted to all distribution shares, whereas the portion of net assets allotted to all capitalisation shares shall remain the same.

7.6 The Company may, in the future, offer new classes of shares without the approval of the shareholders. Such new classes of shares may be issued on terms and conditions that differ from the existing classes of shares.

Art. 8. Sub-Funds.

8.1 The board of directors may, at any time, create different sub-funds within the meaning of article 181 of the 2010 Law corresponding to a distinct part of the assets and liabilities of the Company (hereinafter referred to as a “Sub-Fund”). In such event, it shall assign a particular name to them.

8.2 As between shareholders, each portfolio of assets corresponding to a specific Sub-Fund shall be invested for the exclusive benefit of such Sub-Fund(s). The Company constitutes one single legal entity. However, with regard to third parties, in particular towards the Company’s creditors, each Sub-Fund shall be exclusively responsible for all liabilities attributable to it.

8.3 Each Sub-Fund may be created for an unlimited or limited period of time; in the latter case, Article 7.3 au-dessus and Article 7.4 au-dessus shall apply mutatis mutandis.

8.4 For the purpose of determining the share capital of the Company, the net assets attributable to each Sub-Fund shall, if not expressed in euro (EUR), be converted into euro (EUR) and the capital shall be the total of the net assets of all Sub-Funds including all classes of shares.

Art. 9. Issue of shares.

9.1 The board of directors is authorised without limitation to issue an unlimited number of fully paid up shares at any time without reserving to the existing shareholders a preferential right to subscribe for the shares to be issued.

9.2 The board of directors may impose restrictions on the frequency at which shares shall be issued in any class of shares. The board of directors may, in particular, decide that shares of any class shall only be issued during one or more offering periods or at such other periodicity as provided for in the Prospectus.

9.3 The board of directors may decide to issue fractional shares. Such fractional shares shall not be entitled to vote but shall be entitled to participate in the net assets attributable to the relevant class of shares on a pro rata basis. If the sum of the fractional shares so held by the same shareholder in the same class of shares represents one or more entire share(s), such shareholder benefits from the corresponding voting right.

9.4 The subscription price per share shall be equal to the net asset value per share of the relevant class of shares as determined in accordance with Article 13 au-dessous. The Company may also levy any applicable charges, expenses and commissions upon subscription, as provided for in the Prospectus. The subscription price may be rounded up or down to the nearest unit of the relevant currency as the board of directors shall determine.

9.5 The subscription price per share so determined shall be payable within a maximum period of time as provided in the Prospectus and which shall not exceed ten (10) business days as defined in the Prospectus after the relevant valuation day as defined under Article 13 au-dessous.

9.6 The board of directors may delegate to any director, manager, officer, or other duly authorised agent the power to accept subscriptions, to receive payment of the shares to be issued and to deliver them.

9.7 The board of directors may reject subscription requests in whole or in part at its full discretion.

9.8 The issue of shares may be suspended under the terms of Article 14 au-dessous or at the board of director’s discretion in the best interests of the Company notably under other exceptional circumstances.

9.9 The Company may, if a prospective shareholder requests, the board of directors so agrees and as provided for in the Prospectus, satisfy any application for subscription of shares which is proposed to be made by way of contribution in kind. The nature and type of assets to be accepted in any such case shall be determined by the board of directors and must correspond to the investment policy and restrictions of the Company or the Sub-Fund being invested in. A report relating to the contributed assets must be delivered to the Company by an approved statutory auditor (réviseur d’entreprises agréé) save as otherwise provided for under applicable laws. All costs associated with such contribution in kind shall be borne by

the shareholder making the contribution, or by such other third party as agreed by the Company or in any other way which the board of directors considers fair to all shareholders of the Sub-Fund.

Art. 10. Redemption of shares.

10.1 Any shareholder may request the redemption of all or part of his shares by the Company, under the terms, conditions and procedures set forth by the board of directors in the Prospectus.

10.2 The redemption price per share shall be equal to the net asset value per share of the relevant class of shares on the relevant valuation day, as determined in accordance with Article 13 au-dessous. The Company may also levy any applicable charges, expenses and commissions upon redemption, as provided for in the Prospectus. The redemption price may be rounded up or down to the nearest unit of the relevant currency as the board of directors shall determine.

10.3 The redemption price per share so determined shall be payable within a period of time as provided in the Prospectus which shall in principle not exceed ten (10) business days as defined in the Prospectus after the relevant valuation day as defined under Article 13 au-dessous.

10.4 The board of directors may delegate to any director, manager, officer, or other duly authorised agent the power to accept requests for redemption and effect the payment of redemption proceeds.

10.5 When there is insufficient liquidity or in other exceptional circumstances, the board of directors reserves the right to postpone the payment of redemption proceeds.

10.6 If, as a result of any request for redemption, the number or the aggregate net asset value of the shares held by any shareholder in any class of shares would fall below such number or such value as determined by the board of directors, the board of directors may then decide that this request shall be treated as a request for redemption for the full balance of such shareholder's holding of shares in such class of shares.

10.7 Furthermore, if, with respect to any given valuation day, redemption requests exceed a certain percentage of the net asset value of the Sub-Fund or class of shares as determined by the board of directors, the board of directors may decide that part or all of such requests for redemption will be deferred for a period and in a manner that the board of directors considers to be in the best interests of the Company and its shareholders as further described in the Prospectus. Following that period, with respect to the next relevant valuation day, these redemption requests will be met in priority to later requests, if necessary on a prorata basis among involved shareholders.

10.8 If with respect to any given valuation day, redemption requests amount to the total number of shares in issue in any class(es) of shares or Sub-Funds or if the remaining number of shares in issue in that Sub-Fund or class of shares after such redemptions would represent a total net asset value below the minimum level of assets under management required for such Sub-Fund or class of shares to be operated in an efficient manner, the board of directors may decide to terminate and liquidate the Sub-Fund or class of shares in accordance with Article 39 au-dessous. For the purpose of determining the redemption price, the calculation of the net asset value per share of the relevant Sub-Funds or class(es) of shares shall take into consideration all liabilities that will be incurred in terminating and liquidating said class(es) of shares or Sub-Funds.

10.9 The redemption of shares may be suspended under the terms of Article 14 au-dessous or in other exceptional cases where the circumstances and the best interests of the shareholders so require.

10.10 In addition, the shares may be redeemed compulsorily whenever this is required in the best interests of the Company and notably in the circumstances provided for in the Prospectus and under Article 12 au-dessous and Article 39 au-dessous.

10.11 The Company shall have the right, if the board of directors so determines and as provided for in the Prospectus, to satisfy in kind the payment of the redemption price to any shareholder who agrees by allocating to the shareholder investments from the portfolio of assets of the Company or the relevant Sub-Fund(s) equal to the value of the shares to be redeemed. The assets to be transferred in such case shall be determined on a fair and reasonable basis and without prejudicing the interests of the other shareholders of the Company or the relevant Sub-Fund(s) and the valuation used shall be confirmed by a special report of an approved statutory auditor. All costs associated with a redemption in kind shall be borne, by the shareholder requesting the redemption or by such other party as agreed by the Company or in any other way which the board of directors considers fair to all shareholders of the Sub-Fund.

10.12 All redeemed shares may be cancelled.

Art. 11. Conversion of shares.

11.1 Unless otherwise determined by the board of directors for certain classes of shares or Sub-Funds, any shareholder may request the conversion of all or part of his shares of one class into shares of the same or another class, within the same or another Sub-Fund under the terms, conditions and procedures set forth by the board of directors in the Prospectus. The conversion request may not be accepted until any previous transaction involving the shares to be converted has been fully settled.

11.2 The price for the conversion of shares shall be computed by reference to the respective net asset value of the two classes of shares, calculated at the respective valuation day as defined under Article 13 au-dessous. The Company may also levy any applicable charges, expenses and commissions upon conversion, as provided for in the Prospectus.

11.3 If as a result of any request for conversion, the number or the aggregate net asset value of the shares held by any shareholder in any class of shares would fall below such number or such value as determined by the board of directors, the

board of directors may then decide that this request be treated as a request for conversion for the full balance of such shareholder's holding of shares in such class of shares.

Art. 12. Restrictions and prohibitions on the ownership of shares.

12.1 The board of directors may restrict or prevent the legal or beneficial ownership of shares or prohibit certain practices as disclosed in the Prospectus such as late trading and market timing by any person (individual, corporation, partnership or other entity), if in the opinion of the board of directors such ownership or practices may (i) result in a breach of any provisions of these articles of association, the Prospectus or law or regulations of any jurisdiction, or (ii) require the Company, its management company or its investment manager to be registered under any laws or regulations whether as an investment fund or otherwise, or cause the Company to be required to comply with any registration requirements in respect of any of its shares, whether in the United States of America or any other jurisdiction; or (iii) may cause the Company, its management company, its investment managers or shareholders any legal, regulatory, taxation, administrative or financial disadvantages which they would not have otherwise incurred (such person being herein referred to as "Prohibited Person").

For such purposes the board of directors may:

- a) decline to issue any shares and to accept any transfer of shares, where it appears that such issue or transfer would or might result in legal or beneficial ownership of such shares by a Prohibited Person;
- b) require at any time any person entered in the register of shares, or any person seeking to register a transfer of shares therein, to furnish the Company with any information, supported by affidavit, which the Company may consider necessary for the purpose of determining whether such registry results in beneficial ownership of such shares by a Prohibited Person;
- c) compulsorily redeem or cause to be redeemed all shares held by a Prohibited Person. To that end, the Company will notify the Prohibited Person of the reasons which justify the compulsory redemption of shares, the number of shares to be redeemed and the indicative valuation day on which the compulsory redemption will occur. The redemption price shall be determined in accordance with Article 10.2 au-dessus; and
- d) grant a grace period to the shareholder for remedying the situation causing the compulsory redemption as described in the Prospectus and/or propose to convert the shares held by any shareholder who fails to satisfy the investor's eligibility requirements for such class of shares into shares of another class available for such shareholder to the extent that the investor's eligibility requirements would then be satisfied.

12.2 The Company reserves the right to require the Prohibited Person to indemnify the Company against any losses, costs or expenses arising as a result of any compulsory redemption of shares due to the shares being held by, or for the benefit of, such Prohibited Person. The Company may pay such losses, costs or expenses out of the proceeds of any compulsory redemption and/or redeem all or part of the Prohibited Person's shares in order to pay for such losses, costs or expenses.

Art. 13. Net asset value.

13.1 The net asset value of the shares in every Sub-Fund or class of shares shall be determined at least twice a month and expressed in the currency(ies) decided upon by the board of directors. The board of directors shall determine and disclose in the Prospectus the days by reference to which the assets of the Company or Sub-Funds shall be valued (each a "valuation day"). For each Sub-Fund and for each class of shares, the net asset value per share shall be calculated in the relevant reference currency with respect to each valuation day by dividing the net assets attributable to such Sub-Fund or class of shares (which shall be equal to the assets minus the liabilities attributable to such Sub-Fund or class of shares) by the number of shares issued and in circulation in such Sub-Fund or class of shares. The net asset value per share may be rounded up or down to the nearest ten thousandth of the relevant currency as the board of directors shall determine, unless otherwise provided for in the Prospectus.

13.2 The Company's net asset value shall be equal at all times to the total net asset value of all its Sub-Funds.

13.3 Subject to the rules on the allocation to Sub-Funds and classes of shares of Article 13.6 au-dessous, the assets of the Company shall include:

- 1) all cash on hand or on deposit, including any outstanding accrued interest;
- 2) all bills and any types of notes or accounts receivable, including outstanding proceeds of any disposal of financial instruments;
- 3) all securities and financial instruments, including shares, bonds, notes, certificates of deposit, debenture stocks, options or subscription rights, warrants, money market instruments and all other investments belonging to the Company;
- 4) all dividends and distributions payable to the Company either in cash or in the form of stocks and shares (which will normally be recorded in the Company's books as of the ex-dividend date, provided that the Company may adjust the value of the security accordingly);
- 5) all outstanding accrued interest on any interest-bearing instruments belonging to the Company, unless this interest is included in the principal amount of such instruments;
- 6) the formation expenses of the Company or a Sub-Fund, to the extent that such expenses have not already been written off; and
- 7) all other assets of any kind and nature including expenses paid in advance.

13.4 Subject to the rules on the allocation to Sub-Funds and classes of shares of Article 13.6 au-dessous, the liabilities of the Company shall include:

- 1) all loans, bills or accounts payable, accrued interest on loans (including accrued fees for commitment for such loans);
- 2) all known liabilities, whether or not already due, including all contractual obligations that have reached their term, involving payments made either in cash or in the form of assets, including the amount of any dividends declared by the Company but not yet paid;
- 3) a provision for any tax accrued to the valuation day and any other provisions authorised or approved by the Company; and
- 4) all other liabilities of the Company of any kind recorded in accordance with applicable accounting rules, except liabilities represented by shares in the Company. In determining the amount of such liabilities, the Company shall take into account all expenses, fees, costs and charges payable by the Company including, but not limited to: management fees, investment management fees (including performance fees), fees of the depositary, fees of the administrator and other agents of the Company, directors' fees and expenses, operating and administrative expenses, transaction costs, formation expenses and extraordinary expenses, each as may be further detailed in the Prospectus.

13.5 The value of the assets of the Company shall be determined as follows:

- 1) The value of any cash on hand or on deposit, bills or notes payable, accounts receivable, prepaid expenses, cash dividends and interest accrued but not yet received shall be equal to the entire nominal or face amount thereof, unless the same is unlikely to be paid or received in full, in which case the value thereof shall be determined after making such discount as the board of directors may consider appropriate in such case to reflect the true value thereof.
- 2) Transferable securities and money market instruments which are quoted, listed or traded on an exchange or regulated market will be valued, unless otherwise provided under paragraphs 3) and 6) below, at the last available market price or quotation, prior to the time of valuation, on the exchange or regulated market where the securities or instruments are primarily quoted, listed or traded. Where securities or instruments are quoted, listed or traded on more than one exchange or regulated market, the board of directors will determine on which exchange or regulated market the securities or instruments are primarily quoted, listed or traded and the market prices or quotations on such exchange or regulated market will be used for the purpose of their valuation. Transferable securities and money market instruments for which market prices or quotations are not available or representative, or which are not quoted, listed or traded on an exchange or regulated market, will be valued at their probable realisation value estimated with care and in good faith by the board of directors using any valuation method approved by the board of directors.
- 3) Notwithstanding paragraph 2) above, where permitted under applicable laws and regulations, money market instruments may be valued using an amortisation method whereby instruments are valued at their acquisition cost as adjusted for amortisation of premium or accrual of discount on a constant basis until maturity, regardless of the impact of fluctuating interest rates on the market value of the instruments. The amortisation method will only be used if it is not expected to result in a material discrepancy between the market value of the instruments and their value calculated according to the amortisation method.
- 4) Financial derivative instruments which are quoted, listed or traded on an exchange or regulated market will be valued at the last available closing or settlement price or quotation, prior to the time of valuation, on the exchange or regulated market where the instruments are primarily quoted, listed or traded. Where instruments are quoted, listed or traded on more than one exchange or regulated market, the board of directors will determine on which exchange or regulated market the instruments are primarily quoted, listed or traded and the closing or settlement prices or quotations on such exchange or regulated market will be used for the purpose of their valuation. Financial derivative instruments for which closing or settlement prices or quotations are not available or representative will be valued at their probable realisation value estimated with care and in good faith by the board of directors using any valuation method approved by the board of directors.
- 5) Financial derivative instruments which are traded 'over-the-counter' (OTC) will be valued daily at their fair market value, on the basis of valuations provided by the counterparty which will be approved or verified on a regular basis independently from the counterparty. Alternatively, OTC financial derivative instruments may be valued on the basis of independent pricing services or valuation models approved by the board of directors which follow international best practice and valuation principles. Any such valuation will be reconciled to the counterparty valuation on a regular basis independently from the counterparty, and significant differences will be promptly investigated and explained.
- 6) Notwithstanding paragraph 2) above, shares or units in target investment funds (including, UCITS and UCI) will be valued at their latest available official net asset value, as reported or provided by or on behalf of the investment fund or at their latest available unofficial or estimated net asset value if more recent than the latest available official net asset value, provided that the board of directors is satisfied of the reliability of such unofficial net asset value. The net asset value calculated on the basis of unofficial net asset value of the target investment fund may differ from the net asset value which would have been calculated, on the same valuation day, on the basis of the official net asset value of the target investment fund. Alternatively, shares or units in target investment funds which are quoted, listed or traded on an exchange or regulated market may be valued in accordance with the provisions of paragraph 2) above.
- 7) The value of any other asset not specifically referenced above will be the probable realisation value estimated with care and in good faith by the board of directors using any valuation method approved by the board of directors.

13.6 Assets and liabilities of the Company will be allocated to each Sub-Fund and class of shares, as set out below and in the Prospectus:

1) The proceeds from the issue of shares of a Sub-Fund or class of shares, all assets in which such proceeds are invested or reinvested and all income, earnings, profits or assets attributable to or deriving from such investments, as well as all increase or decrease in the value thereof, will be allocated to that Sub-Fund or class of shares and recorded in its books. The assets allocated to each class of shares of the same Sub-Fund will be invested together in accordance with the investment objective, policy and strategy of that Sub-Fund, subject to the specific features and terms of issue of each class of shares of that Sub-Fund, as specified in the Prospectus.

2) All liabilities of the Company attributable to the assets allocated to a Sub-Fund or class of shares or incurred in connection with the creation, operation or liquidation of a Sub-Fund or class of shares will be charged to that Sub-Fund or class of shares and, together with any increase or decrease in the value thereof, will be allocated to that Sub-Fund or class of shares and recorded in its books. In particular and without limitation, the costs and any benefit of a specific feature of a class of shares will be allocated solely to the class of shares to which the specific feature relates.

3) Any assets or liabilities not attributable to a particular Sub-Fund or class of shares may be allocated by the board of directors in good faith and in a manner which is fair to shareholders generally and will normally be allocated to all Sub-Funds or classes of shares pro rata to their net asset value. Subject to the above, the board of directors may at any time vary the allocation of assets and liabilities previously allocated to a Sub-Fund or class of shares.

13.7 In calculating the net asset value of each Sub-Fund or class of shares the following principles will apply:

1) Each share agreed to be issued by the Company on each valuation day will be deemed to be in issue and existing immediately after the time of valuation on the valuation day as further described in the Prospectus. From such time and until the subscription price is received by the Company, the assets of the Sub-Fund or class of shares concerned will be deemed to include a claim of that Sub-Fund or class of shares for the amount of any cash or other property to be received in respect of the issue of such shares. The net asset value of the Sub-Fund or class of shares will be increased by such amount immediately after the time of valuation on the valuation day.

2) Each share agreed to be redeemed by the Company on each valuation day will be deemed to be in issue and existing until and including the time of valuation on the valuation day as further described in the Prospectus. Immediately after the time of valuation and until the redemption price is paid by the Company, the liabilities of the Sub-Fund or class of shares concerned will be deemed to include a debt of that Sub-Fund or class of shares for the amount of any cash or other property to be paid in respect of the redemption of such shares. The net asset value of the Sub-Fund or class of shares will be decreased by such amount immediately after the time of valuation on the valuation day.

3) Following a declaration of dividends for distribution shares on a valuation day determined by the Company to be the distribution accounting date, the net asset value of the Sub-Fund or class of shares will be decreased by such amount as of the time of valuation on that valuation day.

4) Where assets have been agreed to be purchased or sold but such purchase or sale has not been completed at the time of valuation on a given valuation day, such assets will be included in or excluded from the assets of the Company, and the gross purchase price payable or net sale price receivable will be excluded from or included in the assets of the Company, as if such purchase or sale had been duly completed at the time of valuation on that valuation day, unless the Company has reason to believe that such purchase or sale will not be completed in accordance with its terms. If the exact value or nature of such assets or price is not known at the time of valuation on the valuation day, its value will be estimated by the Company in accordance with the valuation principles described in Article 13.5 au-dessus.

5) The value of any asset or liability denominated or expressed in a currency other than the reference currency of the Company or a particular Sub-Fund or class of shares will be converted, as applicable, into the relevant reference currency at the prevailing foreign exchange rate at the time of valuation on the valuation day concerned which the board of directors considers appropriate.

13.8 The board of directors may apply other valuation principles or alternative methods of valuation that it considers appropriate in order to determine the probable realisation value of any asset if applying the above rules appears inappropriate or impracticable. The board of directors may adjust the value of any asset if the board of directors determines that such adjustment is required to reflect the fair value thereof. The net asset value may also be adjusted to reflect certain dealing charges if need be as more fully described in the Prospectus.

13.9 Adequate provisions shall be made for unpaid administrative and other expenses of a regular or recurring nature based on an estimated amount accrued for the applicable period. Any off-balance sheet liabilities shall duly be taken into account in accordance with fair and prudent criteria.

13.10 In the absence of fraud, bad faith, gross negligence or manifest error, any decision to determine the net asset value taken by the board of directors or by any agent appointed by the board of directors for such purpose, shall be final and binding on the Company and all shareholders.

Art. 14. Suspension of calculation and publication of the net asset value per share, and/or the issue, redemption and conversion of shares.

14.1 The board of directors may temporarily suspend the calculation and publication of the net asset value per share of any class of shares in any Sub-Fund and/or where applicable, the issue, redemption and conversion of shares of any class of shares in any Sub-Fund in the following cases:

1) when any exchange or regulated market that supplies the price of the assets of the Company or a Sub-Fund is closed otherwise than for ordinary holidays, or in the event that transactions on such exchange or market are suspended, subject to restrictions, or impossible to execute in volumes allowing the determination of fair prices;

2) when the information or calculation sources normally used to determine the value of the assets of the Company or a Sub-Fund are unavailable;

3) during any period when any breakdown or malfunction occurs in the means of communication network or IT media normally employed in determining the price or value of the assets of the Company or a Sub-Fund, or which is required to calculate the net asset value per share;

4) when exchange, capital transfer or other restrictions prevent the execution of transactions of the Company or a Sub-Fund or prevent the execution of transactions at normal rates of exchange and conditions for such transactions;

5) when exchange, capital transfer or other restrictions prevent the repatriation of assets of the Company or a Sub-Fund for the purpose of making payments on the redemption of shares or prevent the execution of such repatriation at normal rates of exchange and conditions for such repatriation;

6) when the legal, political, economic, military or monetary environment, or an event of force majeure, prevents the Company from being able to manage the assets of the Company or a Sub-Fund in a normal manner and/or prevent the determination of their value in a reasonable manner;

7) when there is a suspension of the net asset value calculation or of the issue, redemption or conversion rights by the investment fund(s) in which the Company or a Sub-Fund is invested;

8) following the suspension of the net asset value calculation and/or the issue, redemption and conversion at the level of a master fund in which the Company or a Sub-Fund invests as a feeder fund;

9) when, for any other reason, the prices or values of the assets of the Company or a Sub-Fund cannot be promptly or accurately ascertained or when it is otherwise impossible to dispose of the assets of the Company or a Sub-Fund in the usual way and/or without materially prejudicing the interests of shareholders;

10) in the event of a notice to shareholders convening an extraordinary general meeting of shareholders for the purpose of dissolving and liquidating the Company or informing them about the termination and liquidation of a Sub-Fund or class of shares, and more generally, during the process of liquidation of the Company, a Sub-Fund or class of shares;

11) during the process of establishing exchange ratios in the context of a merger, a contribution of assets, an asset or share split or any other restructuring transaction;

12) during any period when the dealing of the shares of the Company or Sub-Fund or class of shares on any relevant stock exchange where such shares are listed is suspended or restricted or closed; and

13) in exceptional circumstances, whenever the board of directors considers it necessary in order to avoid irreversible negative effects on the Company, a Sub-Fund or class of shares, in compliance with the principle of fair treatment of shareholders in their best interests.

14.2 In the event of exceptional circumstances which could adversely affect the interests of the shareholders or where significant requests for subscription, redemption or conversion of shares are received for a Sub-Fund or class of shares, the board of directors reserves the right to determine the net asset value per share for that Sub-Fund or class of shares only after the Company has completed the necessary investments or disinvestments in securities or other assets for the Sub-Fund or class of shares concerned.

14.3 The suspension of the calculation of the net asset value and/or, where applicable, of the issue, redemption and/or conversion of shares, shall be published and/or communicated to shareholders as required by applicable laws and regulations.

14.4 The suspension of the calculation of the net asset value and/or, where applicable, of the issue, redemption and/or conversion of shares in any Sub-Fund or class of shares shall have no effect on the calculation of the net asset value and/or, where applicable, of the issue, redemption and/or conversion of shares in any other Sub-Fund or class of shares.

14.5 Suspended subscription, redemption and conversion applications will be treated as deemed applications for subscriptions, redemptions or conversions in respect of the first valuation day following the end of the suspension period unless the shareholders have withdrawn their applications for subscription, redemption or conversion by written notification received by or on behalf of the Company before the end of the suspension period.

C. General meetings of shareholders

Art. 15. Powers of the general meeting of shareholders. The shareholders exercise their collective rights in the general meeting of shareholders. Any regularly constituted general meeting of shareholders of the Company shall represent the entire body of shareholders of the Company. The general meeting of shareholders is vested with the powers expressly reserved to it by the 1915 Law and by these articles of association.

Art. 16. Convening of general meetings of shareholders.

16.1 The general meeting of shareholders of the Company may at any time be convened by the board of directors.

16.2 It must be convened by the board of directors upon written request of shareholders representing at least ten percent (10%) of the Company's share capital. In such case, the general meeting of shareholders shall be held within a period of one (1) month from the receipt of such request.

16.3 The convening notice for every general meeting of shareholders shall contain at least the date, time, place, and agenda of the meeting and shall be made through announcements published twice, with a minimum interval of eight (8) days, and eight (8) days before the meeting, in the *Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations* and in a Luxembourg newspaper. Notices by mail shall be sent eight (8) days before the meeting to the registered shareholders, but no proof that this formality has been complied with need be given. Where all the shares are in registered form, the convening notices may be made by registered letter only and shall be dispatched to each shareholder by registered mail at least eight (8) days before the date scheduled for the meeting.

16.4 If all of the shareholders are present or represented at a general meeting of shareholders and have waived any convening requirements, the meeting may be held without prior notice or publication.

Art. 17. Conduct of general meetings of shareholders.

17.1 The annual general meeting of shareholders shall be held each year in Luxembourg at the registered office of the Company or at such other place in Luxembourg as may be specified in the convening notice of such meeting, on the last Wednesday of April at 3:30 pm Luxembourg time. If such day is not a business day or is a legal or banking holiday, the annual general meeting shall be held on the next business day. Other meetings of shareholders may be held at such place and time as may be specified in the respective convening notices.

17.2 A board of the meeting shall be formed at every general meeting of shareholders, composed of a chairman, a secretary, and a scrutineer, who need neither be shareholders nor members of the board of directors. If all the shareholders present or represented at the general meeting decide that they can control the regularity of the votes, the shareholders may unanimously decide to only appoint (i) a chairman and a secretary or (ii) a single person who will assume the role of the board and in such case there is no need to appoint a scrutineer. Any reference made herein to the "board of the meeting" shall in such case be construed as a reference to the "chairman and secretary" or, as the case may be to the "single person who assumes the role of the board", depending on the context and as applicable. The board of the meeting shall especially ensure that the meeting is held in accordance with applicable rules and, in particular, in compliance with the rules in relation to convening, majority requirements, vote tallying and representation of shareholders.

17.3 An attendance list must be kept at all general meetings of shareholders.

17.4 Shareholders taking part in a meeting by conference call, through video conference or by any other means of communication which allow (i) them to be identified, (ii) all persons taking part in the meeting to hear one another on a continuous basis, and (iii) an effective participation of all such persons in the meeting, are deemed to be present for the computation of the quorums and votes, subject to such means of communication being made available at the place of the meeting.

17.5 A shareholder may act at any general meeting of shareholders by appointing another person as his proxy in writing or by facsimile, electronic mail or any other similar means of communication. One person may represent several or even all shareholders.

17.6 Each shareholder may vote at a general meeting through a signed voting form sent by post, electronic mail, facsimile or any other means of communication to the Company's registered office or to the address specified in the convening notice. The shareholders may only use voting forms provided by the Company which contain at least the place, date and time of the meeting, the agenda of the meeting, the proposals submitted for decision to the meeting, as well as for each proposal three boxes allowing the shareholder to vote in favour of, against, or abstain from voting on each proposed resolution by ticking the appropriate box. Voting forms which, for a proposed resolution, fail to show (i) a vote in favour or (ii) a vote against the proposed resolution or (iii) an abstention are void with respect to such resolution. The Company shall only take into account voting forms received prior to the general meeting to which they relate.

17.7 The board of directors may determine further conditions that must be fulfilled by shareholders for them to take part in any general meeting of shareholders.

Art. 18. Quorum and vote.

18.1 Each shareholder is entitled to as many votes as he holds shares subject to the rule on fractional shares in 9.3 a-dessus.

18.2 Except as otherwise required by the 1915 Law or these articles of association, resolutions at a general meeting of shareholders duly convened shall not require any presence quorum and shall be adopted at a simple majority of the votes validly cast regardless of the portion of capital represented. Abstentions and nil votes shall not be taken into account.

Art. 19. Amendments of the articles of association. Except as otherwise provided herein, these articles of association may be amended by a majority of at least two-thirds (2/3) of the votes validly cast at a general meeting at which a quorum of more than half (1/2) of the Company's share capital is present or represented. If no quorum is reached in a meeting, a second meeting may be convened in accordance with the 1915 Law and these articles of association which may deliberate

regardless of the quorum and at which resolutions are taken at a majority of at least two-thirds (2/3) of the votes validly cast. Abstentions and nil votes shall not be taken into account.

Art. 20. Adjournment of general meetings of shareholders. Subject to the provisions of the 1915 Law, the board of directors may, during any general meeting of shareholders, adjourn such general meeting of shareholders for four (4) weeks. The board of directors shall do so at the request of shareholders representing at least twenty percent (20%) of the share capital of the Company. In the event of an adjournment, any resolution already adopted by the general meeting of shareholders shall be cancelled.

Art. 21. Minutes of general meetings of shareholders.

21.1 The board of any general meeting of shareholders shall draw up minutes of the meeting which shall be signed by the members of the board of the meeting as well as by any shareholder upon its request.

21.2 Any copy and excerpt of such original minutes to be produced in judicial proceedings or to be delivered to any third party, shall be certified as a true copy of the original by the notary having had custody of the original deed, in case the meeting has been recorded in a notarial deed, or shall be signed by the chairman of the board of directors or by any two (2) of its members.

Art. 22. General meetings of a Sub-Fund or class of shares.

22.1 The shareholders of any Sub-Fund or class of shares may hold, at any time, general meetings to decide on any matters which relate exclusively to such Sub-Fund or class of shares.

22.2 The provisions of this Chapter C shall apply, mutatis mutandis, to such general meetings.

D. Management

Art. 23. Composition and powers of the board of directors.

23.1 The Company shall be managed by a board of directors composed of at least three (3) members except in the specific circumstances provided for under the 1915 Law.

23.2 The board of directors is vested with the broadest powers to act in the name of the Company and to take any actions necessary or useful to fulfil the Company's corporate purpose, with the exception of the powers reserved by the 1915 Law or by these articles of association to the general meeting of shareholders.

Art. 24. Daily management and delegation of power.

24.1 The daily management of the Company as well as the representation of the Company in connection with such daily management may, be delegated to one or more directors, officers or other agents, being shareholders or not, acting individually or jointly. Their appointment, removal and powers shall be determined by a resolution of the board of directors.

24.2 The Company may also grant special powers by notarised proxy or private instrument.

Art. 25. Election, removal and term of office of directors.

25.1 The directors shall be elected by the general meeting of shareholders. The general meeting of shareholders shall determine their remuneration and term of office.

25.2 The term of office of a director may not exceed six (6) years. Directors may however be re-elected for successive terms.

25.3 Each director is elected by the general meeting of shareholders by a simple majority of the votes validly cast.

25.4 Any director may be removed from office at any time with or without cause by the general meeting of shareholders by a simple majority of the votes validly cast.

25.5 If a legal entity is appointed as director of the Company, such legal entity must designate a physical person as permanent representative who shall perform this role in the name and on behalf of the legal entity. The relevant legal entity may only remove its permanent representative if it appoints a successor at the same time. An individual may only be a permanent representative of one (1) director of the Company and may not be a director of the Company at the same time.

Art. 26. Vacancy in the office of a director. In the event of vacancy in the office of a director because of death, legal incapacity, bankruptcy, resignation or otherwise, this vacancy may be filled on a temporary basis and for a period of time not exceeding the initial mandate of the replaced director by the remaining directors until the next meeting of shareholders which shall resolve on his permanent appointment in compliance with the applicable legal provisions.

Art. 27. Convening meetings of the board of directors.

27.1 The board of directors shall meet upon call by the chairman, or by any director. Meetings of the board of directors shall be held at the registered office of the Company unless otherwise indicated in the notice of meeting.

27.2 Written notice of any meeting of the board of directors must be given to directors twenty-four (24) hours at least in advance of the time scheduled for the meeting, except in case of emergency, in which case the nature and the reasons of such emergency must be mentioned in the notice. Such notice may be omitted in case of assent of each director in writing, by facsimile, electronic mail or any other similar means of communication, a copy of such signed document being sufficient proof thereof. No prior notice shall be required for a board meeting to be held at a time and location determined in a prior resolution adopted by the board of directors which has been communicated to all directors.

27.3 No prior notice shall be required in case all the members of the board of directors are present or represented at a board meeting and waive any convening requirements or in the case of resolutions in writing approved and signed by all members of the board of directors.

Art. 28. Conduct of meetings of the board of directors.

28.1 The board of directors shall elect among its members a chairman. It may also choose a secretary who does not need to be a director and who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the board of directors.

28.2 The chairman shall chair all meetings of the board of directors, but in his absence, the board of directors may appoint another director as chairman pro tempore by vote of the majority of directors present at such meeting.

28.3 Any director may act at any meeting of the board of directors by appointing another director as his proxy in writing, or by facsimile, electronic mail or any other similar means of communication, a copy of the appointment being sufficient proof thereof. A director may represent one or more, but not all of the other directors.

28.4 Meetings of the board of directors may also be held by conference call or video conference or by any other means of communication allowing all persons participating at such meeting to hear one another on a continuous basis and allowing an effective participation in the meeting. The participation in a meeting by these means is equivalent to participation in person at such meeting and the meeting is deemed to be held at the registered office of the Company.

28.5 The board of directors can deliberate or act validly only if at least a majority of the directors are present or represented at a meeting of the board of directors.

28.6 Decisions shall be taken by a majority vote of the directors present or represented at such meeting. The chairman shall not have a casting vote.

28.7 The board of directors may, unanimously, pass resolutions by circular means when expressing its approval in writing, by facsimile, electronic mail or any other similar means of communication. Each director may express his consent separately, the entirety of the consents evidencing the adoption of the resolutions. The date of such resolutions shall be the date of the last signature.

Art. 29. Minutes of meetings of the board of directors. The minutes of any meeting of the board of directors shall be signed by the chairman or, in his absence, by the chairman pro tempore, or by any two (2) directors present. Copies or excerpts of such minutes which may be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by the chairman or by any two (2) directors.

Art. 30. Conflict of interest.

30.1 Save as otherwise provided by the 1915 Law, any director who has, directly or indirectly, an interest in a transaction submitted to the approval of the board of directors which conflicts with the Company's interest, must inform the board of directors of such conflict of interest and must have his declaration recorded in the minutes of the board of directors meeting. The relevant director may not take part in the discussions on and may not vote on the relevant transaction. Any such conflict of interest must be reported to the next general meeting of shareholders prior to such meeting taking any resolution on any other item.

30.2 The conflict of interest rules shall not apply where the decision of the board of directors relates to current operations entered into under normal conditions.

Art. 31. Dealing with third parties.

31.1 The Company shall be bound towards third parties in all circumstances by the joint signature of any two (2) directors, or by the joint signature or the sole signature of any person(s) to whom such power may have been delegated by the board of directors within the limits of such delegation.

31.2 Within the limits of the daily management, the Company shall be bound towards third parties by the signature of any person(s) to whom such power may have been delegated, acting individually or jointly, within the limits of such delegation.

Art. 32. Indemnification.

32.1 Each director, officer and employee of the Company (the "Indemnified Persons") shall be indemnified to the fullest extent permitted by law against any liability, and against all expenses reasonably incurred or paid by him in connection with any claim, action, suit or proceeding in which he becomes involved as a party or otherwise by virtue of his being or having been such a director, officer or employee of the Company. The words "claim", "action", "suit" or "proceeding" shall apply to all claims, actions, suits or proceedings (civil, criminal or otherwise including appeals) actual or threatened and the words "liability" and "expenses" shall include without limitation attorneys' fees, costs, judgments, amounts paid in settlement and other liabilities.

32.2 No indemnification shall be provided to any director or officer (i) against any liability to the Company or its shareholders by reason of willful misconduct, bad faith, gross negligence or reckless disregard of the duties involved in the conduct of his office (ii) with respect to any matter as to which he shall have been finally adjudicated to have acted in bad faith and not in the interests of the Company or (iii) in the event of a settlement, unless the settlement has been approved by a court of competent jurisdiction.

32.3 The right of indemnification herein provided shall be severable, shall not affect any other rights to which any director or officer may now or hereafter be entitled, shall continue as to a person who has ceased to be such director or officer.

32.4 Expenses in connection with the preparation and representation of a defense of any claim, action, suit or proceeding of the character described in this article shall be advanced by the Company prior to final disposition thereof upon receipt of any undertaking by or on behalf of the officer or director, to repay such amount if it is ultimately determined that he is not entitled to indemnification under this article.

32.5 The Company shall not indemnify the Indemnified Persons in the event of claim resulting from legal proceedings among the Indemnified Persons.

Art. 33. Investment policy and restrictions.

33.1 The board of directors, based upon the principle of risk spreading, has the power to determine the investment policies and strategies to be applied in respect of each Sub-Fund and the course of conduct of the management and business affairs of the Company.

33.2 In compliance with the requirements set forth by the 2010 Law and detailed in the Prospectus, each Sub-Fund may invest in:

- (i) transferable securities or money market instruments;
- (ii) shares or units of other UCITS and UCIs within the limits set forth in the Prospectus, including, where it is intended that a Sub-Fund acts as a feeder fund, shares or units of a master fund qualified as a UCITS;
- (iii) shares of other Sub-Funds to the extent permitted and under the conditions stipulated by the 2010 Law;
- (iv) deposits with credit institutions, which are repayable on demand or have the right to be withdrawn and which are maturing in no more than 12 months;
- (v) financial derivative instruments;
- (vi) other assets to the extent permitted by the 2010 Law.

33.3 The Company may in particular purchase the above mentioned assets on any regulated market in Europe, America, Africa, Asia and Oceania.

33.4 The Company may also invest in recently issued transferable securities and money market instruments provided that the terms of issue include an undertaking that application will be made for admission to official listing on a regulated market as referred to Article 33.3 au-dessus and that such admission be secured within one year of issue.

33.5 In accordance with the principle of risk-spreading the Company is authorised to invest up to 100% of the assets attributable to each Sub-Fund in different transferable securities and money market instruments issued or guaranteed by a Member State of the EU, by one or more of its local authorities, by a member state of the OECD or the Group of twenty (G20), by the Republic of Singapore or by a public international body of which one or more Member States of the EU are members provided that if the Company uses the possibility described above, it shall hold on behalf of each relevant Sub-Fund securities from at least six different issues. The securities from any single issue shall not account for more than 30% of the total assets attributable to that Sub-Fund.

33.6 The board of directors, acting in the best interests of the Company, may decide, in the manner described in the Prospectus, that (i) all or part of the assets of the Company or of any Sub-Fund be co-managed on a segregated basis with other assets held by other investors, including other undertakings for collective investment and/or their sub-funds; or that (ii) all or part of the assets of two or more Sub-Funds of the Company be co-managed amongst themselves on a segregated or on a pooled basis.

33.7 Investments of each Sub-Fund of the Company may be made either directly or indirectly through wholly-owned subsidiaries, as the board of directors may from time to time decide and as described in the Prospectus.

33.8 The Company is authorised to employ techniques and instruments relating to transferable securities and money market instruments.

33.9 The board of directors may impose more stringent investment restrictions, as disclosed in the Prospectus.

E. Audit and supervision

Art. 34. Auditor. The Company shall have the accounting information contained in the annual report inspected by a Luxembourg approved statutory auditor (réviseur d'entreprises agréé) appointed by the general meeting of shareholders, which shall determine his remuneration.

Art. 35. Depositary.

35.1 The Company will appoint a depositary which meets the requirements of the 2010 Law.

35.2 The depositary shall fulfil the duties and responsibilities as provided for by the 2010 Law. In carrying out its role as depositary, the depositary must act solely in the interests of the investors.

F. Financial year - Annual accounts - Allocation of profits - Distributions

Art. 36. Financial year. The financial year of the Company shall begin on the first of January of each year and shall end on the thirty-first of December of the same year.

Art. 37. Annual accounts. At the end of each financial year, the accounts are closed and the board of directors draws up an inventory of the Company's assets and liabilities, the balance sheet and the profit and loss accounts in accordance with the law.

Art. 38. Distributions.

38.1 Distributions of dividends may be decided from time to time in accordance with applicable laws and the Prospectus.

38.2 Distributions may be paid in such currency and at such time and place that the board of directors shall determine from time to time.

38.3 The board of directors may decide to distribute stock dividends in lieu of cash dividends upon such terms and conditions as may be set forth by the board of directors and subject to the shareholder's approval.

38.4 Any distribution that has not been claimed within five (5) years of its declaration shall be forfeited and revert to the class(es) of shares issued by the Company or by the relevant Sub-Fund.

38.5 No interest shall be paid on a dividend declared by the Company and kept by it at the disposal of its beneficiary.

G. Dissolution - Liquidation - Merger - Amalgamation

Art. 39. Termination and liquidation of Sub-Funds or classes of shares.

39.1 In the event that for any reason the net asset value of any Sub-Fund or class of shares has decreased to, or has not reached, an amount determined by the board of directors to be the minimum level for such Sub-Fund or class to be operated in an efficient manner or for any reason determined by the board of directors and disclosed in the Prospectus, the board of directors may decide to terminate such Sub-Fund or class of shares and redeem compulsorily all the shares of the relevant Sub-Fund or class at the applicable net asset value per share for the valuation day determined by the board of directors.

39.2 The shareholders will be informed of the decision of the board of directors to terminate a Sub-Fund or class of shares by way of a notice and/or in any other way as required or permitted by applicable laws and regulations. The notice will indicate the reasons for and the process of the termination and liquidation.

39.3 Notwithstanding the powers conferred on the board of directors by the preceding paragraph, the shareholders of any Sub-Fund or class of shares, as applicable, may also decide to terminate such Sub-Fund or class of shares at a general meeting of such shareholders and have the Company redeem compulsorily all the shares of the Sub-Fund or class(es) at the net asset value per share for the applicable valuation day. The convening notice to the general meeting of shareholders of the Sub-fund or class of shares will indicate the reasons for and the process of the proposed termination and liquidation.

39.4 Actual realisation prices of investments, realisation expenses and liquidation costs will be taken into account in calculating the net asset value applicable to the compulsory redemption. Shareholders in the Sub-Fund or class of shares concerned will generally be authorised to continue requesting the redemption or conversion of their shares prior to the effective date of the compulsory redemption, unless the board of directors determines that it would not be in the best interests of the shareholders in that Sub-Fund or class of shares or could jeopardise the fair treatment of the shareholders.

39.5 Redemption proceeds which have not been claimed by the shareholders upon the compulsory redemption will be deposited, in accordance with applicable laws and regulations, in escrow at the "Caisse de Consignation" on behalf of the persons entitled thereto. Proceeds not claimed within the statutory period will be forfeited in accordance with laws and regulations.

39.6 All redeemed shares may be cancelled.

39.7 The termination and liquidation of a Sub-Fund or class of shares shall have no influence on the existence of any other Sub-Fund or class of shares. The decision to terminate and liquidate the last Sub-Fund existing in the Company will result in the dissolution and liquidation of the Company.

Art. 40. Merger of the Company or its Sub-Fund.

40.1 The board of directors may decide to proceed with a merger (within the meaning of the 2010 Law) of the Company with one or several other Luxembourg or foreign UCITS, or sub-fund thereof, where the Company is the absorbing entity. The board of directors may also decide to proceed with a merger (within the meaning of the 2010 Law) of one or several Sub-Fund(s) with one or several other Sub-Fund(s) within the Company, or with one or several other Luxembourg or foreign UCITS or sub-funds thereof. Such mergers do not require the prior consent of the shareholders.

40.2 The Company may be merged (within the meaning of the 2010 Law) into one or several other Luxembourg or foreign UCITS, or sub-fund thereof, where the Company is the absorbed entity which, thus, ceases to exist as a result of the merger. In such case, the general meeting of shareholders of the Company must decide on the merger and its effective date. Such general meeting will decide by resolution taken with no quorum requirement and adopted by majority of at least two-thirds (2/3) of the votes validly cast.

40.3 In all cases described in the preceding paragraphs, a merger of the Company or one or several Sub-Fund(s) shall be subject to the conditions and procedures imposed by the 2010 Law, in particular concerning the common draft terms of the merger to be established by the board of directors and the information to be provided to the shareholders.

40.4 The Company may absorb another Luxembourg or foreign UCI (other than a UCITS) incorporated under a corporate form in compliance with the 1915 Law and any other applicable laws and regulations.

40.5 The board of directors may also decide to proceed, in accordance with applicable laws and regulations, with the absorption by the Company or one or several Sub-Funds, including by way of merger or by acceptance of a contribution in kind, of a Luxembourg or foreign UCI (other than a UCITS) constituted under a non-corporate form, or one or several sub-funds of another Luxembourg or a foreign UCI (other than a UCITS) irrespective of its legal form.

40.6 Notwithstanding the powers conferred on the board of directors by the preceding paragraphs, the shareholders of the Company or any Sub-Fund may also decide on any of the mergers or absorptions described above and on their effective date thereof. The convening notice to the general meeting of shareholders will indicate the reasons for and the process of the proposed merger or absorption.

Art. 41. Reorganisation of classes of shares.

41.1 In the event that for any reason the net asset value of a class of shares has decreased to, or has not reached an amount determined by the board of directors (in the interests of shareholders) to be the minimum level for such class to be operated in an efficient manner or for any other reason disclosed in the Prospectus, the board of directors may decide to re-allocate the assets and liabilities of that class to those of one or several other classes within the Company and to re-designate the shares of the class(es) concerned as shares of such other share class or share classes (following a split or consolidation, if necessary, and the payment to shareholders of the amount corresponding to any fractional entitlement). The shareholder of the class of shares concerned will be informed of the reorganisation by way of a notice and/or in any other way as required or permitted by applicable laws and regulations.

41.2 Notwithstanding the powers conferred on the board of directors by the preceding paragraph, the shareholders may decide on such reorganisation by resolution taken by the general meeting of shareholders of the share class concerned. The convening notice to the general meeting of shareholders will indicate the reasons for and the process of the reorganisation.

Art. 42. Dissolution and liquidation of the Company.

42.1 The Company may at any time be dissolved in accordance with applicable laws.

42.2 Liquidation proceeds which have not been claimed by shareholders at the time of the closure of the liquidation shall be deposited in escrow at the “Caisse de Consignation” in Luxembourg. Proceeds not claimed within the statutory period shall be forfeited in accordance with applicable laws and regulations.

H. Final provisions - Applicable law

Art. 43. Statement. Words importing a masculine gender also include the feminine gender and words importing persons or shareholders also include corporations, partnerships associations and any other organised group of persons whether incorporated or not.

Art. 44. Applicable law. All matters not governed by these articles of association shall be determined in accordance with the 1915 Law and the 2010 Law.

Transitional provisions

1. The first financial year shall begin on the date of incorporation of the Company and terminate on 31 December 2016.
2. The first annual general meeting of shareholders shall be held in 2017.

Subscription and payment

The thirty-one (31) shares issued have been subscribed as follows:

- thirty-one (31) shares have been subscribed by Eric Sturdza Management Company S.A., aforementioned, for the price of one thousand euro (EUR 1,000) each.

The shares so subscribed have been fully paid up by a contribution in cash so that the amount of thirty-one thousand euros (EUR 31,000.-) is as of now available to the Company, as it has been justified to the undersigned notary.

Declaration

The notary drawing up the present deed declares that the conditions set forth in Articles 26, 26-3 and 26-5 of the Law of August 10, 1915 on Commercial Companies, as amended, have been fulfilled and expressly bears witness to their fulfilment.

Expenses

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever incurred by the Company or which shall be borne by the Company in connection with its incorporation are estimated at approximately EUR 3,000.-.

Resolutions of the sole shareholder

The incorporating shareholder, representing the entire share capital of the Company and having waived any convening requirements, have thereupon passed the following resolutions:

1. The address of the registered office of the Company is set at 2, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg;
2. The following persons are appointed as directors of the Company until the general meeting of shareholders convened to approve the Company's annual accounts for the first financial year;

John Christopher Wilcockson, born in Ilkley, Yorkshire, England on 10 October 1954, residing at 15, rue de L'Europe, L-7225 Bereldange, Luxembourg;

Xavier Gérard, born in Toulouse, France on 24 May 1958, professionally residing at c/o Pictet 15A, avenue J.F. Kennedy, B.P 687, L-2016 Luxembourg;

Stéphane Badey, born in St Remy, France on 11 June 1971, professionally residing at 41A, avenue J.F. Kennedy, L-2082 Luxembourg; and

Nicolas Killen, born in Geneva, Switzerland on 18 December 1964, professionally residing at 2, rue de Jargonnant, 1207 Geneva, Switzerland.

3. The following person is appointed as approved statutory auditor until the general meeting of shareholders convened to approve the Company's annual accounts for the first financial year:

KPMG Luxembourg, a société coopérative, incorporated and existing under the laws of Luxembourg, registered with R.C.S. Luxembourg under number B 149.133, having its registered office at 39, avenue John F. Kennedy L-1855 Luxembourg.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day specified in the beginning of this document.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the appearing parties, this deed is worded in English.

The document having been read to the proxyholder of the appearing parties, known to the notary by name, first name and residence, the said proxyholder of the appearing parties signed together with the notary the present deed.

Signé: Z. KARAS et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 12 février 2016. Relation: 1LAC/2016/4954. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR)

Le Receveur (signé): P. MOLLING.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 18 février 2016.

Référence de publication: 2016069062/773.

(160031202) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 février 2016.

East-West United Bank, Société Anonyme.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 10, boulevard Joseph II.

R.C.S. Luxembourg B 12.049.

— EXTRAIT

La liste des signatures autorisées de la banque datée du 15 février 2016 a été déposée au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 26 février 2016.

Pour la société

Un mandataire

Référence de publication: 2016072149/14.

(160035943) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 février 2016.

Ginkgo No. 1, Fonds Commun de Placement.

—
Mitteilung an die Anleger des Fonds Ginkgo No. 1

(ISIN: LU0329845506 – WKN: A0M641)

Hiermit werden die Anleger darüber informiert, dass der Fonds Ginkgo No. 1 (ISIN: LU0329845506 – WKN: A0M641) mit Wirkung zum 2. Dezember 2015 liquidiert und aufgelöst wurde. Der Liquidationserlös für die Anteilklasse wurde mit Liquidationsabschluss am 1. Dezember 2015 ausgezahlt. Alle Anteilhaber wurden erreicht, es erfolgt keine Zahlung an die Caisse de Consignation. Die Liquidation ist somit abgeschlossen.

Luxemburg, im Februar 2016

IPConcept (Luxemburg) S.A.

Référence de publication: 2016073199/755/12.

Timepiece Luxembourg, Succursale d'une société de droit étranger.

Adresse de la succursale: L-1341 Luxembourg, 7, place de Clairefontaine.
R.C.S. Luxembourg B 167.463.

—
FERMETURE D'UNE SUCCURSALE

Extrait de la résolution du gérant unique du 28 septembre 2015

Le gérant unique décide de clôturer la succursale située au Luxembourg, dont le siège social se situe à L-1341 Luxembourg, 7, place de Clairefontaine, inscrite au RCS sous le numéro B167463.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

MAZARS FAS

Référence de publication: 2015179385/13.

(150199682) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 novembre 2015.

Cetra Asset-Line International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 23, rue Aldringen.

R.C.S. Luxembourg B 46.651.

—
L'an deux mille quinze, le onze décembre.

Pardevant Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster, Grand-Duché de Luxembourg, soussigné.

S'est réunie

l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme "Cetra Asset-Line International S.A.", ayant son siège social à L-1118 Luxembourg, 23, rue Aldringen, R.C.S. Luxembourg B 46.651, constituée suivant acte reçu par Maître Camille HELLINCKX, alors notaire de résidence à Luxembourg en date du 28 janvier 1994, publié au Mémorial C numéro 191 du 16 mai 1994, et dont les statuts ont été modifiés suivant acte reçu par Me Frank BADEN, alors notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en date du 6 décembre 1994, publié au Mémorial C numéro 140 du 29 mars 1995.

L'assemblée est ouverte sous la présidence de Monsieur Max MAYER, employé, ayant son domicile professionnel à Junglinster, 3, route de Luxembourg.

Les président désigne comme secrétaire et l'assemblée choisit comme scrutateur Monsieur Valério RAGAZZONI, administrateur de sociétés, demeurant professionnellement à Luxembourg, 18, rue Aldringen.

Le bureau ainsi constitué, le Président expose et prie le notaire instrumentant d'acter:

A) Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour ordre du jour:

Ordre du jour:

1. Transfert du siège social de la Société du Luxembourg en Suisse et, par conséquent, changement de nationalité de la Société, sous réserve de l'homologation de ce transfert de siège par les autorités suisses compétentes.

2. Détermination du siège social à Lugano en Suisse.

3. Détermination de la forme sociale et, par conséquent, de la raison sociale de la Société en vertu des lois suisses, modification et refonte subséquente des statuts de la Société conformément aux prescriptions de la loi suisse.

4. Conversion de la devise d'expression du capital social de la Société de EUR en CHF, et fixation du capital à 400.000,- CHF avec fixation d'une réserve spéciale pour le surplus.

5. Délibération que par le transfert du siège social la Société n'est pas dissoute au Luxembourg ni liquidée et gardera sa personnalité juridique, en conséquence ce transfert comportera aussi le transfert en Suisse de tous ses avoirs, de tout l'actif et de tout le passif, tout compris et rien omis.

6. Approbation des comptes sociaux, bilans et comptes économiques.

7. Décharge aux administrateurs et au commissaire aux comptes.

8. Nomination d'un représentant ad hoc au Luxembourg pour s'occuper sur place de tous les devoirs légaux, administratifs, fiscaux et prêter tout autre service qui peut encore se manifester dans le Grand-Duché de Luxembourg en conséquence des délibérations sur les points ci-dessus.

9. Acceptation de la démission de tous les titulaires de fonctions dans les organes sociaux, vote de leur quitus.

10. Nominations des nouveaux administrateurs

11. Soumission des décisions proposées sous les points 1 à 10 de l'ordre du jour à la condition résolutoire du refus du transfert du siège social de la Société par l'autorité suisse.

12. Divers.

B) Que la présente assemblée réunissant l'intégralité du capital social est régulièrement constituée et peut délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur les objets portés à l'ordre du jour.

C) Que l'intégralité du capital social étant représentée, il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, les actionnaires présents ou représentés se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

Ensuite l'assemblée aborde l'ordre du jour et, après en avoir délibéré, elle a pris à l'unanimité les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée décide de transférer le siège social de la Société du Luxembourg en Suisse et, par conséquent, de reconnaître le changement de nationalité de la Société avec transformation d'entité de droit luxembourgeois en une entité de droit Suisse, sous réserve de l'homologation de ce transfert de siège par les autorités suisses compétentes;

Deuxième résolution

L'assemblée décide d'établir le siège social de la Société en Suisse à CH-6900 Lugano - Corso Elvezia 14, (Suisse), et de conserver tous les livres et dossiers comptables de la Société au siège social.

Troisième résolution

L'assemblée décide:

- de changer la forme sociale de la Société en une société anonyme soumise aux dispositions légales et réglementaires applicables aux "società anonima" de droit suisse;
- adapter la dénomination de TAMILEO Holding SA
- de modifier et de procéder à une refonte des statuts de la Société afin de les conformer aux prescriptions de la loi suisse (une version des nouveaux statuts restera annexée au présent acte et sera enregistrée avec celui-ci)

Quatrième résolution

L'assemblée décide de:

- convertir le capital social de 371.840,29- EUR (trois cent soixante-et-onze mille huit cent quarante euros et vingt-neuf cents) en quatre cent deux mille cinq cent soixante-cinq francs suisses (402.565,- CHF), au taux de 1,-EUR = 1,08292 CHF; et décide de fixer le capital social à quatre cent mille francs suisses (400.000,- CHF) et l'allouer le solde à une réserve spéciale, sans création ni émission de nouvelles actions.

Cinquième résolution

L'assemblée décide que, et par le transfert de son siège social en Suisse, la Société emporte en Suisse tous ses avoirs, tout son actif et tout son passif, tout compris et rien excepté, sans dissolution de la Société et sans qu'il soit procédé à sa liquidation, qui continuera d'exister dorénavant sous la nationalité suisse avec le maintien de sa personnalité morale.

Sixième résolution

L'assemblée examine et approuve les comptes sociaux à savoir les bilan et comptes de pertes et profits arrêtés en date du 30 novembre 2015 tels que soumis à l'assemblée par le conseil d'administration.

Ces comptes sociaux sont à considérer comme comptes de clôture au Luxembourg et en même temps comme comptes d'ouverture en Suisse, comme pays d'accueil, une copie dudit bilan, après signature "ne varietur" par les comparantes et le notaire instrumentant, demeurera annexée aux présentes pour être enregistrée en même temps avec l'acte.

Septième résolution

L'assemblée vote la décharge pleine et entière aux membres du Conseil d'administration et au commissaire aux comptes en fonction pour l'exécution de leurs fonctions jusqu'à la date de ce jour.

Huitième résolution

L'assemblée confère Monsieur Valerio RAGAZZONI, administrateur de sociétés, demeurant à L-1118 Luxembourg, 23, rue Aldringen, tous pouvoirs pour représenter la Société au Grand-Duché de Luxembourg devant toutes les instances administratives, fiscales et autres, nécessaires ou utiles relativement aux formalités et actes restant encore à accomplir en relation avec le transfert du siège et l'abandon de sa nationalité.

Neuvième résolution

L'assemblée accepte la démission des administrateurs et du Commissaire aux comptes en fonction jusqu'à présent, confirmant que quitus leur est donné pour l'exercice de leurs fonctions jusqu'à ce jour;

Dixième résolution

L'assemblée nomme comme nouvel administrateur unique:

Monsieur Carlo CROCI, expert-comptable, né le 23 novembre 1962, demeurant à CH-6850 Mendrisio, Via della Selva 9c,

Onzième résolution

L'assemblée décide de soumettre les résolutions prises ci-avant à la condition résolutoire du refus du transfert du siège social de la Société par l'autorité compétente suisse. Ce refus, pour quelque raison que ce soit, entraînera de plein droit la résolution rétroactive de ces décisions et le retour à la situation de la Société à la date d'aujourd'hui.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Frais

Le montant des frais, dépenses et rémunérations quelconques incombant à la Société en raison des présentes s'élève approximativement à 1.500,-EUR.

DONT ACTE, fait et passée à Junglinster, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, connus du notaire par noms, prénoms usuels, états et demeures, ils ont tous signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: Valerio RAGAZZONI, Max MAYER, Jean SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher Actes Civils, le 16 décembre 2015. Relation GAC/2015/11066. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

Référence de publication: 2015206411/109.

(150232237) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 décembre 2015.

AC Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: GBP 20.000,00.

Siège social: L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg.

R.C.S. Luxembourg B 142.540.

1 - Transferts de parts

Il résulte d'un contrat de transfert de parts, signé en date du 14 décembre 2015, que:

- Monsieur Malcolm Nicholas SANDERSON (détenant 250.000 parts sociales de catégorie B dans la Société)
- Monsieur Kevin Anthony SHAW (détenant 75.000 parts sociales de catégorie B dans la Société)
- Monsieur Paul MORGAN (détenant 60.000 parts sociales de catégorie B dans la Société)
- Madame Katherine ROSE (détenant 50.000 parts sociales de catégorie B dans la Société)
- Monsieur John NETTLETON (détenant 40.000 parts sociales de catégorie B dans la Société)
- Optimus Fiduciaries Limited (détenant 25.000 parts sociales de catégorie B dans la Société)

ont transféré la totalité des parts sociales qu'ils détenaient dans la Société à l'associé:

- MREF II AC Holdings S.à r.l.

Désormais les parts de la Société sont réparties comme suit:

MREF II AC Holdings S.à r.l.	1.500.000 parts sociales de catégorie A
	500.000 parts sociales de catégorie B

2 - Démission gérant

Il ressort d'une lettre de démission adressée à la Société le 14 décembre 2015, que Monsieur Malcolm Nicholas SANDERSON a démissionné de son mandat de gérant de catégorie B de la Société avec effet immédiat.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 décembre 2015.

AC Holdings S.à r.l.

Signature

Référence de publication: 2015206175/28.

(150232435) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 décembre 2015.

Les Jardins d'Alysea S.A., Société Anonyme.

Capital social: EUR 6.068.530,00.

Siège social: L-3327 Crauthem, 48, rue de Hellange.

R.C.S. Luxembourg B 159.468.

L'an deux mille quinze, le quatorze décembre.

Par-devant nous, Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster, Grand-Duché de Luxembourg,

A comparu:

ALYSEA S.A., société anonyme de droit luxembourgeois, ayant son siège social à L-3327 Crauthem, 48, rue de Hellange, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, sous le numéro B 136.698 («ALYSEA S.A.» ou la «Société Absorbante»),

ici représentée par Maître Emily LE VAILLANT, Avocat, demeurant professionnellement à Luxembourg, 8, rue Sainte-Zithe, en vertu d'une procuration lui délivrée, laquelle après avoir été signée «ne varietur» par la mandataire et le notaire instrumentant, restera annexée aux présentes.

Laquelle comparante a, par sa mandataire, requis le notaire instrumentant, d'acter ce qui suit:

La comparante est l'associée unique de Les Jardins d'Alysea S.A. («Les Jardins d'Alysea S.A.» ou la «Société Absorbée»), une société anonyme de droit luxembourgeois, ayant son siège social à L-3327 Crauthem, 48, rue de Hellange, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 159.468, constituée sous forme de société civile sous la dénomination de Les Jardins d'Alysea S.C.I. suivant acte reçu par Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster, en date du 12 décembre 2008, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 252 du 5 février 2009

et dont les statuts ont été modifiés suivants actes reçus par le notaire instrumentant en date du:

- 8 mai 2009, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 1133 du 9 juin 2009,
- 3 février 2010, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 721 du 7 avril 2010,
- 31 janvier 2011, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 1166 du 31 mai 2011, contenant le changement de la forme juridique en société anonyme et adoption de sa dénomination actuelle,
- 9 novembre 2012, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 143 du 21 janvier 2013, et
- 17 février 2015, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 964 du 10 avril 2015,

ayant un capital social de six millions soixante-huit mille cinq cent trente euros (6.068.530,- EUR), représenté par six cent six mille huit cent cinquante-trois (606.853) actions d'une valeur nominale de dix euros (10,-EUR) chacune, intégralement libérées

Que la comparante, agissant en sa qualité d'associée unique de la Société, s'est réunie en assemblée générale extraordinaire, et a pris les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée générale APPROUVE, après examen des documents prescrits par l'article 267 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales telle que modifiée (la «Loi de 1915»), le projet de fusion par absorption de la société Les Jardins d'Alysea S.A. par la société ALYSEA S.A., tel que ce projet de fusion du 10 novembre 2015, a été publié au Mémorial C numéro 3099 du 13 novembre 2015.

Deuxième résolution

L'assemblée générale APPROUVE la fusion de la Société Absorbée par voie d'absorption par la Société Absorbante en conformité avec l'article 278 et suivants de la Loi de 1915 sans émission d'actions nouvelles de la Société Absorbante (la «Fusion»), étant entendu que toutes les actions de la Société Absorbée seront annulées suite au transfert de tous les actifs et passifs de la Société Absorbée, rien excepté, ni réservé, au jour de la réalisation de la Fusion entraînant la dissolution automatique de la Société Absorbée, laquelle dissolution ne sera suivie d'aucune opération de liquidation.

Troisième résolution

L'assemblée générale RECONNAIT que la Fusion sera définitivement réalisée suite aux décisions concordantes de l'associée unique de la Société Absorbée, soit le 14 décembre 2015.

L'assemblée générale RECONNAIT de surcroît que la Fusion sera effective d'un point de vue comptable et fiscal au 14 décembre 2015.

Quatrième résolution

L'assemblée générale DÉCIDE de donner décharge pleine et entière aux administrateurs de la Société Absorbée.

Cinquième résolution

L'assemblée générale DÉCIDE de déléguer tous pouvoirs à chaque membre du conseil d'administration de la Société Absorbante, agissant seul avec pouvoir de substitution, pour faire tout ce qui est nécessaire ou utile en vue de la mise en oeuvre des résolutions précédentes, y compris la passation de tous les actes nécessaires au transfert d'actifs et de passifs tels que décidés en vertu des susdites résolutions.

Déclaration

Le notaire soussigné déclare attester conformément aux dispositions de l'article 271(2) de la Loi de 1915 l'existence et la légalité des actes et formalités incombant à la Société Absorbée et du projet commun de fusion entre la Société Absorbée et la Société Absorbante.

Frais

Les frais, dépenses, honoraires et charges de toute nature payable par la Société en raison du présent acte sont évalués à 2.150,- EUR.

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Dont acte, fait et passé à Junglinster, date qu'en tête des présentes.

Lecture du présent acte faite et interprétation donnée à la mandataire de la comparante connue du notaire soussigné par nom, prénom usuel, état et demeure, elle a signé avec le notaire soussigné, le présent acte.

Signé: Emily LE VAILLANT, Jean SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher Actes Civils, le 16 décembre 2015. Relation GAC/2015/11087. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

Référence de publication: 2015206899/74.

(150231570) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 décembre 2015.

Loki Invest S.A., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 3A, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 193.795.

Les statuts coordonnés de la prédite société au 30 novembre 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Beringen, le 21 décembre 2015.

Maître Marc LECUIT

Notaire

Référence de publication: 2015206943/13.

(150232398) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 décembre 2015.

Vodafone Investments Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 79.256.

Les statuts coordonnés de la société ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 21 décembre 2015.

Référence de publication: 2015207439/10.

(150232763) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 décembre 2015.

American Express Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 16.990,00.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 179.757.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 24 décembre 2015.

Référence de publication: 2015211050/11.

(150236796) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 décembre 2015.

Celinvest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1143 Luxembourg, 2, rue Astrid.

R.C.S. Luxembourg B 152.385.

Le bilan au 31 décembre 2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Mandataire

Référence de publication: 2015211218/10.

(150236823) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 décembre 2015.

SIPL Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: GBP 137.500,00.

Siège social: L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg.

R.C.S. Luxembourg B 187.635.

Conformément à l'article 316 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, les comptes consolidés pour l'exercice social se clôturant au 31 décembre 2014 ont été déposés au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, dont le propriétaire indirect de la société est Health Care REIT, Inc.

Les comptes consolidés pour l'exercice se clôturant au 31 décembre 2014 figurent aux pages 70-104 du formulaire 10-K envoyé en annexe, et déposés auprès de l'US Securities and Exchange Commission.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015211837/14.

(150236730) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 décembre 2015.

Travis Investment S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 152.281.

Suite au contrat d'achat de parts sociales daté du 22 décembre 2015, les parts sociales de la Société sont désormais réparties comme suit:

Associé	Nombre de parts
Vistra Holdings S.à r.l.	
15 rue Edward Steichen	
L-2540 Luxembourg	500 parts sociales

Egalement, le nom de M. Wim Rits et son adresse professionnelle doivent être modifiés et sont désormais:

M. Wim Ritz avec adresse professionnelle au 15 rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28 décembre 2015.

Référence de publication: 2015211877/18.

(150237391) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 décembre 2015.

Ocean Harvest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1430 Luxembourg, 6, boulevard Pierre Dupong.

R.C.S. Luxembourg B 72.223.

L'an deux mille quinze, le onzième jour du mois de décembre;

Pardevant Nous Maître Carlo WERSANDT, notaire de résidence à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), sous-signé;

S'est réunie

l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires (l'"Assemblée") de la société anonyme constituée et existant sous les lois du Grand-Duché de Luxembourg "OCEAN HARVEST S.A.", établie et ayant son siège social à L-1430 Luxembourg, 6, boulevard Pierre Dupong, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro 72223, (la "Société"), constituée originellement sous la dénomination sociale de "OCEAN HARVEST HOLDING S.A.", suivant acte reçu par Maître Joseph ELVINGER, notaire alors de résidence à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), en date du 22 octobre 1999, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 996 du 24 décembre 1999,

et dont les statuts ont été modifiés suivant actes reçus:

- par ledit notaire Joseph ELVINGER, en date du 11 novembre 2005, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 950 du 15 mai 2006, contenant notamment l'abandon du statut de société holding régi par la loi du 31 juillet 1929 et la transformation en une société de participation financière pleinement imposable ("SOPARFI") ainsi que l'adoption par la Société de sa dénomination sociale actuelle; et

- par le notaire instrumentant:

* en date du 29 octobre 2013, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 3221 du 18 décembre 2013, et

* en date du 6 janvier 2014, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 909 du 9 avril 2014.

L'Assemblée est ouverte sous la présidence de Monsieur Julien DEMELIERMOERENHOUT; employé, demeurant professionnellement à L-1466 Luxembourg, 12, rue Jean Engling.

Le Président désigne Madame Carine GRUNDHEBER, employée, demeurant professionnellement à L-1430 Luxembourg, 6, boulevard Pierre Dupong, comme secrétaire.

L'Assemblée choisit Monsieur Luca DI FINO, expert-comptable, demeurant professionnellement à L-1430 Luxembourg, 6, boulevard Pierre Dupong, comme scrutateur.

Le bureau ayant ainsi été constitué, le Président expose et prie le notaire instrumentaire d'acter ce qui suit:

A) Que la présente Assemblée a pour ordre du jour:

Ordre du jour

1. Transfert du siège social de la Société du Grand-Duché de Luxembourg en Italie et, par conséquent, changement de nationalité de la Société, sous réserve de l'homologation de ce transfert de siège par les autorités italiennes compétentes;

2. Détermination du siège social à Milan en Italie;

3. Détermination de la forme sociale et, par conséquent, de la raison sociale de la Société en vertu des lois italiennes, modification et refonte subséquente des Statuts de la Société conformément aux prescriptions de la loi italienne;

4. Adoption pour la Société de l'objet social suivant:

“La società ha per oggetto le seguenti attività:

- l'acquisto, la vendita, la permuta, la costruzione, la ristrutturazione, la manutenzione e la gestione in conto proprio di beni immobili;

- la gestione in conto proprio di investimenti mobiliari.

La società potrà compiere, nei limiti di legge, tutte le operazioni commerciali, finanziarie, mobiliari ed immobiliari, necessarie per il conseguimento del proprio scopo sociale, ivi comprese l'acquisto, la vendita, la permuta la gestione e la locazione dei beni mobili ed immobili, l'assunzione di mutui, anche ipotecari, il rilascio di garanzie reali e personali anche a favore di terzi; potrà inoltre assumere, nel rispetto del vigente ordinamento giuridico, partecipazioni in altre società di capitale, imprese anche estere aventi oggetto analogo o affine o, in ogni caso, collegato al proprio, sempre in via non prevalente, non a scopo di collocamento ed in ogni modo, con espressa esclusione di quelle operazioni vietate dalla legge alle società a responsabilità limitata ed in particolare delle operazioni di raccolta del risparmio di cui al Decreto Legislativo 1° settembre 1993 numero 385, nonché delle operazioni ed attività previste dalla legge 2 gennaio 1991 numero 1, della legge 5 luglio 1991 numero 197.”

5. Fixation du terme de la Société au 31 décembre 2050;

6. Délibération que par le transfert du siège social la Société n'est pas dissoute au Grand-Duché de Luxembourg ni liquidée et gardera sa personnalité juridique, en conséquence ce transfert comportera aussi le transfert en Italie de tous ses avoirs, de tout l'actif et de tout le passif, tout compris et rien omis;

7. Approbation des comptes sociaux, bilans et comptes économiques;

8. Démission des administrateurs et du commissaire aux comptes actuellement en fonction et décharge à leur accorder pour l'exécution de leur mandat jusqu'à la date de l'assemblée générale décidant le transfert du siège de la Société en Italie;

9. Nomination, en conformité avec la législation italienne, pour une durée indéterminée, sauf révocation ou démission, d'un ou plusieurs nouveaux gérants;

10. Décision de ne pas nommer de collègue de commissaires aux comptes;

11. Nomination d'un représentant ad hoc en Italie pour s'occuper sur place de tous les devoirs légaux, administratifs, fiscaux et prester tout autre service qui peut encore se manifester en Italie en conséquence des délibérations sur les points ci-dessus;

12. Nomination d'un représentant ad hoc au Grand-Duché de Luxembourg pour s'occuper sur place de tous les devoirs légaux, administratifs, fiscaux et prester tout autre service qui peut encore se manifester au Grand-Duché de Luxembourg en conséquence des délibérations sur les points ci-dessus;

13. Soumission des décisions proposées sous les points 1 à 11 de l'ordre du jour à la condition suspensive de l'inscription de la Société au Registre des Entreprises (“Registro delle Imprese”) de Milan (Italie) et à la condition résolutoire du refus du transfert du siège social de la Société par le Ministère des Finances italien ou toute autre instance qu'il appartiendra;

14. Divers.

B) Que les actionnaires, présents ou représentés, ainsi que le nombre d'actions possédées par chacun d'eux, sont portés sur une liste de présence; cette liste de présence est signée par les actionnaires présents, les mandataires de ceux représentés, les membres du bureau de l'Assemblée et le notaire instrumentant.

C) Que les procurations des actionnaires représentés, signées “ne varietur” par les mandataires et les membres du bureau de l'Assemblée et le notaire instrumentant, resteront annexées au présent acte pour être formalisée avec lui.

D) Que l'intégralité du capital social étant présente ou représentée et que les actionnaires, présents ou représentés, déclarent avoir été dûment notifiés et avoir eu connaissance de l'ordre du jour préalablement à cette Assemblée et renoncer aux formalités de convocation d'usage, aucune autre convocation n'était nécessaire.

E) Que la présente Assemblée, réunissant l'intégralité du capital social, est régulièrement constituée et peut délibérer valablement sur les objets portés à l'ordre du jour.

Ensuite l'Assemblée, après délibération, a pris à l'unanimité les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Assemblée décide:

- de transférer le siège social de la Société du Grand-Duché de Luxembourg à Milan en Italie et, par conséquent, de reconnaître le changement de nationalité de la Société avec transformation d'entité de droit luxembourgeois en une entité de droit italien, sous réserve de l'homologation de ce transfert de siège par les autorités italiennes compétentes;

- d'établir le siège social de la Société à I-20124 Milan, Piazza IV Novembre, N°4 (Italie), et de conserver tous les livres et dossiers comptables de la Société au siège social, pour les besoins de l'article 2478 du Code Civil italien;

- d'adopter pour la forme sociale de la Société celle d'une société à responsabilité limitée soumise aux dispositions légales et réglementaires applicables aux "società a responsabilità limitata" de droit italien et de changer la dénomination de la Société en "OCEAN HARVEST S.R.L.";

- d'adopter pour la Société l'objet social comme ci-avant reproduit dans l'ordre du jour sous le point 4);

- de fixer le terme de la Société au 31 décembre 2050;

- de confirmer le capital social de trente et un mille euros (31.000,- EUR), lequel sera dorénavant représenté par des parts (quote) de valeur égale, entièrement libérées;

- de procéder à une refonte des Statuts de la Société afin de les conformer aux prescriptions de la loi italienne et de leur donner la teneur suivante:

Denominazione - Oggetto - Sede - Durata

Art. 1. E' costituita la società a responsabilità limitata avente denominazione sociale: "OCEAN HARVEST S.R.L".

Art. 2. La società ha per oggetto le seguenti attività:

- l'acquisto, la vendita, la permuta, la costruzione, la ristrutturazione, la manutenzione e la gestione in conto proprio di beni immobili:

- la gestione in conto proprio di investimenti mobiliari.

La società potrà compiere, nei limiti di legge, tutte le operazioni commerciali, finanziarie, mobiliari ed immobiliari, necessarie per il conseguimento del proprio scopo sociale, ivi comprese l'acquisto, la vendita, la permuta la gestione e la locazione dei beni mobili ed immobili, l'assunzione di mutui, anche ipotecari, il rilascio di garanzie reali e personali anche a favore di terzi; potrà inoltre assumere, nel rispetto del vigente ordinamento giuridico, partecipazioni in altre società di capitale, imprese anche estere aventi oggetto analogo o affine o, in ogni caso, collegato al proprio, sempre in via non prevalente, non a scopo di collocamento ed in ogni modo, con espressa esclusione di quelle operazioni vietate dalla legge alle società a responsabilità limitata ed in particolare delle operazioni di raccolta del risparmio di cui al Decreto Legislativo 1° settembre 1993 numero 385, nonché delle operazioni ed attività previste dalla legge 2 gennaio 1991 numero 1, della legge 5 luglio 1991 numero 197.

Sede legale e sedi secondarie

Art. 3. La società ha sede nel Comune di Milano.

Il trasferimento della sede principale e delle eventuali sedi secondarie all'interno del Comune ove sono poste è di esclusiva competenza dell'organo amministrativo.

Libro soci - Domicilio dei soci - Durata

Art. 4. Oltre ai libri contabili e alle altre scritture contabili prescritti nell'art. 2214 del Codice Civile la società dovrà tenere il libro dei soci, nel quale dovranno essere indicati il nome dei soci, la partecipazione di spettanza di ciascuno, i versamenti fatti sulle partecipazioni, nonché le variazioni nelle persone dei soci.

Il domicilio dei soci, relativamente a tutti i rapporti con la società, è quello risultante dal libro soci.

Art. 5. La durata della società è fissata fino al 31 dicembre 2050.

Capitale sociale

Art. 6. Il capitale sociale è di Euro 31.000

Art. 7. La delibera di aumento del capitale sociale può consentire il conferimento di qualsiasi elemento suscettibile di valutazione economica, compresa la prestazione di opera o di servizi a favore della società, determinando le modalità del conferimento; in mancanza di diversa indicazione il conferimento deve essere eseguito in denaro.

La polizza o la fideiussione previste dalla legge a garanzia degli obblighi di prestazione d'opera o di servizi possono essere sostituite dal socio con il versamento a titolo di cauzione del corrispondente importo in denaro presso la società. Il capitale può essere aumentato, per delibera dell'Assemblea dei soci, ai quali compete il diritto di opzione nella sottoscrizione dell'aumento, in proporzione alle partecipazioni di capitale già possedute. (Per quanto qui non espressamente previsto si applica l'articolo 2481 bis e seguenti c.c.)

Art. 8. In caso di riduzione del capitale per perdite può essere omissis il deposito preventivo presso la sede sociale della relazione dell'organo amministrativo sulla situazione patrimoniale della società e delle osservazioni dell'eventuale organo di controllo.

Finanziamenti dei soci

Art. 9. I soci hanno facoltà di eseguire, su iniziativa dell'organo amministrativo, finanziamenti senza obbligo di rimborso oppure con obbligo di rimborso, onerosi o gratuiti, nel rispetto delle condizioni e dei limiti stabiliti dalla legge in materia di raccolta del risparmio.

Partecipazioni sociali

Art. 10. I diritti sociali spettano ai soci in misura proporzionale alla partecipazione da ciascuno di essi posseduta.

Art. 11. In caso di trasferimento delle partecipazioni sociali o di parte di esse per atto tra vivi a titolo oneroso o gratuito è riservato a favore degli altri soci il diritto di prelazione.

A tal fine il socio che intende trasferire la propria partecipazione deve darne comunicazione a tutti gli altri soci mediante lettera raccomandata con avviso di ricevimento, indicando il nominativo dell'acquirente, il corrispettivo e tutte le altre condizioni dell'alienazione. La comunicazione vale come proposta contrattuale nei confronti dei soci, che possono determinare la conclusione del contratto comunicando al proponente la loro accettazione entro sessanta giorni dalla ricezione della proposta.

La prelazione dovrà essere esercitata per l'intera partecipazione offerta in vendita; in caso di esercizio del diritto di prelazione da parte di più soci, questi si dividono la partecipazione offerta in vendita in modo che tra essi rimanga inalterato il rapporto di partecipazione al capitale sociale.

In caso di trasferimento a titolo gratuito o per un corrispettivo diverso dal denaro, oppure quando il prezzo richiesto è ritenuto eccessivo da almeno uno dei soci che ha esercitato il diritto di prelazione, il prezzo sarà determinato, attenendosi al valore di mercato della partecipazione al momento dell'offerta, da un arbitratore scelto di comune accordo e/o in mancanza dal Presidente del Tribunale di Milano su richiesta di una delle parti.

La rinuncia al diritto di prelazione, espressa o presunta nel caso di mancata risposta nel termine di sessanta giorni dalla ricezione della comunicazione, consente al socio di cedere liberamente la sua partecipazione esclusivamente al soggetto e alle condizioni indicate nella comunicazione. Il trasferimento deve comunque avvenire entro i trenta giorni successivi alla rinuncia al diritto di prelazione.

Il diritto di prelazione non si applica quando il socio trasferisce in tutto o in parte la propria partecipazione a favore del coniuge o di un parente in linea retta.

Le partecipazioni possono essere trasferite a società fiduciarie. Le società fiduciarie possono liberamente trasferire le partecipazioni loro intestate ai propri mandanti iniziali. In tali casi non si applica il diritto di prelazione.

Le disposizioni del presente articolo si applicano anche con riferimento ai diritti di opzione per aumenti di capitale nonché nel caso di trasferimento di nuda proprietà e di costituzione o trasferimento di diritti di usufrutto sulle partecipazioni sociali e ad ogni altro negozio giuridico che comporti il trasferimento del diritto di voto a persona diversa dal socio, salvo la rappresentanza in assemblea; in caso di usufrutto vitalizio la durata è pari alla vita della persona che il socio offerente ha indicato quale usufruttuario nella comunicazione.

La società non può prendere nota nei propri libri del trasferimento di partecipazioni sociali se non viene fornita la prova del rispetto delle condizioni previste dal presente articolo.

Recesso del socio

Art. 12. Il socio può recedere dalla società nei casi previsti dalla legge.

La volontà di recedere deve essere comunicata all'organo amministrativo mediante lettera raccomandata con avviso di ricevimento entro trenta giorni dall'iscrizione nel registro delle imprese della decisione che legittima il recesso oppure, in mancanza di una decisione, dal momento in cui il socio viene a conoscenza del fatto che lo legittima. L'esercizio del diritto di recesso deve essere annotato nel libro soci a cura dell'organo amministrativo. Le partecipazioni per le quali è esercitato il diritto di recesso non possono essere cedute. Il recesso non può essere esercitato, e se già esercitato è privo di efficacia, quando la società revoca la decisione che lo legittima.

Art. 13. Il socio che recede dalla società ha diritto di ottenere il rimborso della propria partecipazione in proporzione al patrimonio sociale, determinato tenendo conto della situazione patrimoniale della società, della sua redditività, del valore dei beni materiali e immateriali da essa posseduti, della sua posizione nel mercato e di ogni altra circostanza e condizione che viene normalmente tenuta in considerazione ai fini della determinazione del valore di mercato delle partecipazioni

societarie; in caso di disaccordo la determinazione avviene sulla base di una relazione giurata redatta da un esperto nominato dal Tribunale ai sensi di legge, su istanza della parte più diligente.

Il rimborso deve essere eseguito, con le modalità previste dalla legge, entro centottanta giorni dalla comunicazione della volontà di recedere.

Decisioni dei soci

Art. 14. I soci decidono sulle materie riservate alla loro competenza dalla legge o dalle presenti norme sul funzionamento della società e sugli argomenti sottoposti alla loro approvazione da uno o più amministratori o da tanti soci che rappresentano almeno un terzo del capitale sociale.

Le decisioni dei soci prese in conformità alla legge e all'atto costitutivo vincolano tutti i soci, ancorché assenti o dissenzienti.

Art. 15. Sono riservate alla competenza dei soci:

- 1) l'approvazione del bilancio e la distribuzione degli utili;
- 2) la nomina e la revoca degli amministratori, fatti salvi i diritti riguardanti l'amministrazione della società eventualmente attribuiti a singoli soci;
- 3) l'eventuale nomina dei sindaci e del presidente del collegio sindacale o del revisore;
- 4) le modificazioni dell'atto costitutivo;
- 5) la decisione di compiere operazioni che comportano una sostanziale modificazione dell'oggetto sociale o una rilevante modificazione dei diritti dei soci;
- 6) la nomina e la revoca dei liquidatori e i criteri di svolgimento della liquidazione;
- 7) le altre decisioni che la legge riserva in modo inderogabile alla competenza dei soci.

Art. 16. Le decisioni dei soci possono essere adottate con deliberazione assembleare, mediante consultazione scritta o sulla base del consenso espresso per iscritto dai soci.

Le decisioni dei soci sono assunte con il voto favorevole di tanti soci che rappresentino la maggioranza del capitale sociale.

Ogni socio che non sia moroso nell'esecuzione dei conferimenti ha diritto di partecipare alle decisioni e il suo voto vale in misura proporzionale alla sua partecipazione.

Devono essere sempre adottate mediante deliberazione assembleare le decisioni dei soci che riguardano le modificazioni dell'atto costitutivo oppure il compimento di operazioni che comportano una sostanziale modificazione dell'oggetto sociale determinato nell'atto costitutivo o una rilevante modificazione dei diritti dei soci, e comunque quando lo richiedono uno o più amministratori o i soci che rappresentano almeno un terzo del capitale sociale, oppure sia espressamente previsto dalla legge.

Art. 17. Il procedimento per la consultazione scritta o l'acquisizione del consenso espresso per iscritto è regolato come segue: uno dei soci o uno degli amministratori comunica a tutti i soci e a tutti gli amministratori non soci il testo della decisione da adottare, fissando un termine non inferiore a otto giorni entro il quale ciascun socio deve far pervenire presso la sede sociale l'eventuale consenso alla stessa. In caso di mancata risposta nel termine fissato, il consenso si intende negato. Dai documenti devono risultare con chiarezza l'argomento oggetto della decisione e il consenso alla stessa.

Le comunicazioni possono avvenire con qualsiasi mezzo che consenta di verificarne la provenienza e di avere riscontro della ricezione (anche mediante dichiarazione di ricevuta inviata con lo stesso mezzo), compresi il telefax e la posta elettronica, e devono essere conservate dalla società.

Le decisioni dei soci adottate con queste modalità devono risultare da apposito verbale redatto a cura dell'organo amministrativo e inserito nel libro delle decisioni dei soci.

Art. 18. L'assemblea dei soci è regolata dalle seguenti norme:

- a) l'assemblea può essere convocata anche fuori dalla sede sociale, purché in un paese dell'Unione Europea;
- b) l'assemblea è convocata dall'organo amministrativo con avviso contenente il giorno, il luogo, l'ora dell'adunanza e l'elenco degli argomenti da trattare, spedito a ciascuno dei soci almeno otto giorni prima di quello fissato per l'assemblea; l'avviso deve essere inviato mediante lettera raccomandata con avviso di ricevimento spedita al domicilio risultante dal libro soci, oppure con qualsiasi altro mezzo che consenta il riscontro della ricezione (anche mediante dichiarazione di ricevuta inviata con lo stesso mezzo), compresi il telefax e la posta elettronica, al recapito precedentemente comunicato dal socio e annotato nel libro soci; in caso di impossibilità o inattività dell'organo amministrativo l'assemblea può essere convocata dall'eventuale organo di controllo oppure da uno qualsiasi dei soci;
- c) in ogni caso l'assemblea si intende regolarmente costituita quando è presente l'intero capitale sociale, sono presenti, oppure risulta che sono stati informati della riunione, tutti gli amministratori e i componenti dell'eventuale organo di controllo e nessuno si oppone alla trattazione dell'argomento;
- d) i soci possono farsi rappresentare in assemblea da altra persona mediante delega scritta che dovrà essere conservata dalla società;

e) le riunioni dell'assemblea possono tenersi anche a mezzo di audioconferenza o videoconferenza, a condizione che tutti i partecipanti possano essere identificati dal presidente e da tutti gli altri intervenuti, che sia loro consentito di seguire la discussione e di intervenire in tempo reale alla trattazione ed alla votazione sugli argomenti discussi, che sia loro consentito lo scambio di documenti relativi a tali argomenti e che di tutto quanto sopra ne venga dato atto nel relativo verbale; in detta ipotesi l'assemblea si ritiene riunita nel luogo in cui si trova il presidente;

f) il presidente dell'assemblea verifica la regolarità della costituzione, accerta l'identità e la legittimazione dei presenti, regola il suo svolgimento, accerta e proclama i risultati delle votazioni; degli esiti di tali accertamenti deve essere dato conto nel verbale;

g) l'assemblea è presieduta dall'amministratore unico o dal presidente del consiglio di amministrazione, e in mancanza dalla persona designata dagli intervenuti che rappresentano la maggioranza del capitale sociale presente in assemblea;

h) l'assemblea nomina un segretario, anche non socio, che ne redige il verbale, sottoscritto dallo stesso e dal presidente; nei casi previsti dalla legge e quando il presidente lo ritiene opportuno il verbale viene redatto da un notaio da lui scelto.

Amministrazione

Art. 19. La società è amministrata, alternativamente:

- a) da un amministratore unico;
- b) da due o più amministratori, che costituiscono il consiglio di amministrazione;
- c) da due o più amministratori con poteri congiunti, disgiunti o da esercitarsi a maggioranza.

Qualora vengano nominati due o più amministratori senza alcuna indicazione relativa alle modalità di esercizio dei poteri di amministrazione, si intende costituito un Consiglio di Amministrazione.

All'interno del Consiglio potranno essere nominati uno o più amministratori delegati.

Il tipo di amministrazione e il numero degli amministratori sono stabiliti dai soci contestualmente alla nomina degli amministratori.

Gli amministratori possono essere anche non soci e sono rieleggibili.

L'organo amministrativo resta in carica fino a revoca o dimissioni oppure per la durata stabilita dai soci in sede di nomina. Gli amministratori sono revocabili in qualunque tempo con decisione dei soci, salvo il diritto al risarcimento degli eventuali danni se la revoca dell'amministratore nominato a tempo determinato avviene senza giusta causa.

La cessazione degli amministratori per scadenza del termine o dimissioni ha effetto dal momento in cui l'organo amministrativo è stato ricostituito. In ogni caso gli amministratori rimasti in carica, quelli cessati e l'eventuale organo di controllo devono sottoporre alla decisione dei soci la ricostituzione dell'organo amministrativo nel più breve tempo possibile, e comunque entro trenta giorni.

Quando la società è amministrata da un consiglio di amministrazione, se per qualsiasi causa viene meno più della metà degli amministratori decade l'intero consiglio.

Gli amministratori non possono assumere la qualità di soci illimitatamente responsabili in società concorrenti, né esercitare un'attività concorrente per conto proprio o di terzi, né essere amministratori o direttori generali in società concorrenti, a meno che siano autorizzati con decisione dei soci. Per l'inosservanza di tale divieto l'amministratore può essere revocato dall'ufficio e risponde dei danni.

Art. 20. L'organo amministrativo è investito dei più ampi poteri di ordinaria e straordinaria amministrazione e ha quindi la facoltà di compiere tutti gli atti che ritiene opportuni per l'attuazione e il raggiungimento degli scopi sociali, esclusi soltanto quelli che la legge riserva in modo inderogabile alla decisione dei soci.

L'organo amministrativo può nominare procuratori per determinati atti o categorie di atti e nominare direttori anche generali.

Art. 21. Gli amministratori hanno la rappresentanza generale della società di fronte ai terzi e in giudizio, con le seguenti modalità.

Quando la società è amministrata da un amministratore unico, la rappresentanza della società spetta all'amministratore unico.

Quando la società è amministrata da un consiglio di amministrazione la rappresentanza della società spetta al Presidente del Consiglio di Amministrazione e, se nominati, agli amministratori delegati per l'esercizio dei poteri loro conferiti.

Nel caso di nomina di più amministratori la rappresentanza spetta agli stessi congiuntamente o disgiuntamente allo stesso modo in cui sono stati attribuiti in sede di nomina i poteri di amministrazione.

Art. 22. Il consiglio di amministrazione è regolato dalle seguenti norme:

a) il consiglio, qualora non vi abbiano provveduto i soci in sede di nomina, elegge tra i suoi componenti il presidente ed eventualmente un vice presidente, che esercita le funzioni del primo in caso di sua assenza o impedimento, e può nominare uno o più amministratori delegati determinandone i poteri nei limiti previsti dalla legge;

b) il consiglio si riunisce nella sede sociale o altrove, purché in un paese dell'Unione Europea, quando il presidente lo ritiene necessario o quando ne è fatta richiesta in forma scritta da almeno un amministratore;

c) il consiglio è convocato dal presidente mediante comunicazione scritta contenente la data, il luogo e l'ora della riunione e l'ordine del giorno, inviata a tutti gli amministratori e ai componenti dell'eventuale organo di controllo, almeno cinque giorni prima di quello fissato per la riunione, e in caso di particolare urgenza almeno ventiquattro ore prima; la comunicazione può essere inviata anche a mezzo telefax o posta elettronica, al recapito fornito in precedenza dall'interessato e annotato nel libro delle decisioni degli amministratori; in caso di impossibilità o inattività del presidente il consiglio può essere convocato da uno qualsiasi degli amministratori;

d) in mancanza di formale convocazione il consiglio delibera validamente quando sono presenti tutti gli amministratori e i componenti dell'eventuale organo di controllo;

e) le decisioni del consiglio di amministrazione sono prese con il voto favorevole della maggioranza degli amministratori in carica;

f) il consiglio di amministrazione nomina un segretario, anche estraneo al consiglio, che redige il verbale delle deliberazioni e lo sottoscrive insieme al presidente;

g) le decisioni del consiglio di amministrazione possono essere adottate anche mediante consultazione scritta o sulla base del consenso espresso per iscritto da ciascuno degli amministratori; in tal caso uno degli amministratori comunica a tutti gli altri il testo della decisione proposta, fissando un termine non inferiore a otto giorni entro il quale ciascuno deve far pervenire presso la sede sociale l'eventuale consenso alla stessa; in caso di mancata risposta nel termine fissato, il consenso si intende negato; dai documenti devono risultare con chiarezza l'argomento oggetto della decisione e il consenso alla stessa; le comunicazioni possono avvenire con qualsiasi mezzo che consenta di verificarne la provenienza e di avere riscontro della ricezione (anche mediante dichiarazione di ricevuta inviata con lo stesso mezzo), compresi il telefax e la posta elettronica, e devono essere conservate dalla società;

h) Le riunioni del consiglio di amministrazione sono validamente costituite anche quando tenute a mezzo di audioconferenza o videoconferenza, a condizione che tutti i partecipanti possano essere identificati dal presidente e da tutti gli altri intervenuti, che sia loro consentito di seguire la discussione e di intervenire in tempo reale alla trattazione ed alla votazione sugli argomenti discussi, che sia loro consentito lo scambio di documenti relativi a tali argomenti e che di tutto quanto sopra ne venga dato atto nel relativo verbale; in detta ipotesi il consiglio si ritiene riunito nel luogo in cui si trova il presidente.

i) il consiglio di amministrazione deve sempre riunirsi per l'approvazione del progetto di bilancio e nelle altre ipotesi previste dalla legge.

Art. 23. Agli amministratori spetta il rimborso delle spese sostenute per ragione del loro ufficio, inoltre i soci possono assegnare loro un compenso annuale, in misura fissa o proporzionale agli utili di esercizio, e riconoscere un'indennità per la cessazione del rapporto, da accantonare in una apposita voce dello stato patrimoniale. L'eventuale compenso degli amministratori delegati è stabilito dal consiglio di amministrazione contestualmente alla nomina.

Organo di controllo

Art. 24. Quando la legge prevede l'obbligo della presenza del collegio sindacale, esso esercita anche il controllo contabile ed è composto da tre sindaci effettivi e due supplenti, nominati e funzionanti a norma di legge.

Bilancio e utili

Art. 25. Gli esercizi sociali si chiudono il 31 dicembre di ogni anno. L'organo amministrativo provvede alla formazione del bilancio e lo presenta ai soci per l'approvazione entro centoventi giorni dalla chiusura dell'esercizio sociale. Il bilancio può essere presentato ai soci per l'approvazione entro centottanta giorni dalla chiusura dell'esercizio sociale qualora, a giudizio dell'organo amministrativo, lo richiedano particolari esigenze relative alla struttura e all'oggetto della società.

Art. 26. Dagli utili netti dell'esercizio deve essere dedotta una somma corrispondente almeno alla ventesima parte di essi destinata a riserva legale, fino a che questa non abbia raggiunto il quinto del capitale sociale. La rimanente parte degli utili di esercizio è distribuita ai soci, salva una diversa decisione degli stessi.

Titoli di debito

Art. 27. La società può emettere titoli di debito, in conformità a quanto previsto dalla legge, in seguito a decisione dei soci assunta con il voto favorevole dei soci che rappresentano più della metà del capitale sociale.

Clausola compromissoria

Art. 28. Tutte le controversie sorte tra i soci oppure tra i soci e la società, gli amministratori, i liquidatori o i sindaci, aventi per oggetto diritti disponibili relativi al rapporto sociale, sono risolte da un arbitro unico nominato dal Presidente dell'Ordine dei Dottori Commercialisti di Milano, entro trenta giorni dalla richiesta avanzata in forma scritta dalla parte più diligente. La sede dell'arbitrato è stabilita, nell'ambito della Provincia in cui ha sede la società, dall'arbitro nominato. L'arbitro procede in via irrituale, con dispensa da ogni formalità di procedura, e decide secondo diritto entro centottanta giorni dalla nomina, senza obbligo di deposito del lodo, pronunciandosi anche sulle spese dell'arbitrato. La presente clausola compromissoria non si applica alle controversie nelle quali la legge prevede l'intervento obbligatorio del Pubblico Ministero.

Rinvio alla legge

Art. 29. Per quanto non espressamente previsto si applicano le norme di legge.

Deuxième résolution

L'Assemblée décide que et par le transfert de son siège social en Italie la Société emporte en Italie tous ses avoirs, tout son actif et tout son passif, tout compris et rien excepté, sans dissolution de la Société et sans qu'il soit procédé à sa liquidation, qui continuera d'exister dorénavant sous la nationalité italienne avec le maintien de sa personnalité morale.

Troisième résolution

L'Assemblée examine et approuve, les comptes sociaux à savoir les bilan, les compte de pertes et profits arrêtés en date du 30 septembre 2015 tels que ces comptes sont soumis à l'Assemblée par le conseil d'administration.

Ces comptes sociaux sont à considérer comme comptes de clôture au Grand-Duché de Luxembourg et en même temps comme comptes d'ouverture en Italie, comme pays d'accueil, une copie dudit bilan, après signature "ne varietur" par les comparants, les membres du bureau et le notaire instrumentant, demeurera annexée aux présentes pour être enregistrée en même temps avec l'acte.

Quatrième résolution

L'Assemblée accepte la démission des administrateurs et du commissaire aux comptes actuellement en fonction et leur accorde, par vote spécial, décharge pleine et entière pour l'exécution de leur mandat jusqu'à la date de ce jour.

Cinquième résolution

L'Assemblée décide de nommer, en conformité avec la législation italienne, pour une durée indéterminée, sauf révocation ou démission, Monsieur Attilio TRAVERSO, né à Gênes (Italie), le 18 septembre 1946, demeurant à I-16121 Gênes, Via Venti Settembre 2/B, comme gérant unique ("amministratore unico"), avec les pouvoirs lui conférés par les nouveaux statuts italiens.

Sixième résolution

L'Assemblée décide de ne pas procéder à la nomination d'un collège de commissaires aux comptes.

Septième résolution

L'Assemblée décide à l'unanimité de constituer et de nommer le gérant Monsieur Attilio TRAVERSO, comme mandataire spécial, agissant seul, avec plein pouvoir de substitution, afin de (i) modifier les Statuts refondus ainsi que l'acte de transfert du siège social si et comme demandé par les autorités italiennes pour l'immatriculation de la Société auprès du Registre des Entreprises ("Registro delle Imprese") de Milan (Italie) et (ii) faire, exécuter et réaliser tout acte nécessaire ou accessoire afin de donner effet aux résolutions prises lors de cette Assemblée.

Huitième résolution

L'Assemblée confère à la société à responsabilité limitée constituée et existant sous les lois du Grand-Duché de Luxembourg "FIDUCIAIRE DI FINO & ASSOCIES S.à r.l.", établie et ayant son siège social à L-1430 Luxembourg, 6, boulevard Pierre Dupong, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro 103178, tous pouvoirs pour représenter la Société au Grand-Duché de Luxembourg devant toutes les instances administratives, fiscales et autres, nécessaires ou utiles relativement aux formalités et actes restant encore à accomplir en relation avec le transfert du siège et l'abandon de sa nationalité.

Neuvième résolution

L'Assemblée décide de soumettre les résolutions prises ci-avant à la condition suspensive de l'inscription de la Société au Registre des Entreprises ("Registro delle Imprese") de Milan Italie et à la condition résolutoire du refus du transfert du siège social de la Société par le Ministère des Finances italien ou toute autre instance qu'il appartiendra.

Ce refus, pour quelque raison que ce soit, entraînera de plein droit l'annulation rétroactive des présentes résolutions et le retour à la situation de la Société à la date d'aujourd'hui.

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour et personne ne demandant la parole, la Présidente lève la séance et ajourne l'Assemblée.

Frais

Le montant total des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société, ou qui sont mis à sa charge à raison des présentes, s'élève approximativement à la somme de mille deux cents euros.

DONT ACTE, le présent acte a été passé à Luxembourg, à la date indiquée en tête des présentes.

Après lecture du présent acte aux comparants, connus du notaire par noms, prénoms, état civil et domiciles, lesdits comparants ont signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: J. DEMELIER-MOERENHOUT, C. GRUNDHEBER, L. DI FINO, C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C. 2, le 15 décembre 2015. 2LAC/2015/28718. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): André MULLER.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée;

Luxembourg, le 18 décembre 2015.

Référence de publication: 2015207121/407.

(150232213) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 décembre 2015.

ICBPI Luxco S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 202.467.

—
STATUTES

In the year two thousand and fifteen, on the second of December.

Before Maître Jacques Kessler, notary residing in Pétange (Grand Duchy of Luxembourg)

THERE APPEARED:

1. Pantheon Global Co-Investment Opportunities Fund II, L.P., a limited partnership, formed under the laws of the state of Delaware (United States of America), having its registered office at 160 Greentree DR Street 101, Dover, Kent, Delaware 19904 (United States of America) and registered with the Division of Corporations of Delaware under number 5221835 hereby represented by its general partner being PGCO II GP, LLC, a limited liability company, incorporated under the laws of the state of Delaware (United States of America), having its registered office at 160 Greentree DR Street 101, Dover, Kent, Delaware 19904 (United States of America) and registered with the Division of Corporations of Delaware under number 5221832 (the "PGOF II");

2. Pantheon Global Co-Investment Opportunities Fund III, L.P., a limited partnership, formed under the laws of the state of Delaware (United States of America), having its registered office at 160 Greentree DR Street 101, Dover, Kent, Delaware 19904 (United States of America) and registered with the Division of Corporations of Delaware under number 5646614 hereby represented by its general partner being PGCO III GP, LLC, a limited liability company, incorporated under the laws of the state of Delaware (United States of America), having its registered office at 160 Greentree DR Street 101, Dover, Kent, Delaware 19904 (United States of America) and registered with the Division of Corporations of Delaware under number 5646612 (the "PGOF III");

3. Pantheon Multi-Strategy Co-Investment Program 2014, L.P., a limited partnership, formed under the laws of the state of Delaware (United States of America), having its registered office at 160 Greentree DR Street 101, Dover, Kent, Delaware 19904 (United States of America) and registered with the Division of Corporations of Delaware under number 5514581 hereby represented by its general partner being Pantheon Multi-Strategy Program 2014 US GP, LLC, a limited liability company, incorporated under the laws of the state of Delaware (United States of America), having its registered office at 160 Greentree DR Street 101, Dover, Kent, Delaware 19904 (United States of America) and registered with the Division of Corporations of Delaware under number 5496499 (the "PMCP"); and

4. Pantheon International PLC, a public limited liability company, formed under the laws of England and Wales, having its registered office at Beaufort House, 51 New North Road, Exeter, Devon EX4 4EP, United Kingdom and registered with the Companies House under number 02147984 (the "PI")

Whereas PGOF II, PGOF III, PMCP and PI are together hereafter referred to as the "Founding Shareholders".

The Founding Shareholders are each here represented by Sofia Afonso-da Chao Conde, employee of notary Jacques Kessler, with business address in Petange (Grand Duchy of Luxembourg) (the "Representative"), by virtue of powers of attorney, which, after having been signed "ne varietur" by the Representative and the undersigned notary, shall be annexed to the present deed for the purpose of registration.

The Founding Shareholders, each as represented by the Representative, have requested the undersigned notary to draw up the following articles of incorporation of a private limited liability company (société à responsabilité limitée) which it declared to establish.

Form, Name, Registered office, Object, Duration

1. Form.

1.1 There is hereby established a company in the form of a private limited liability company ("société à responsabilité limitée") (the "Company") which will be governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, notably the Act of 10 August 1915 on commercial companies, as amended (the "Act"), Article 1832 of the Luxembourg Civil Code, as amended, and the present articles of incorporation (the "Articles").

1.2 The Company may have one sole shareholder or several shareholders, provided that the number of shareholders does not exceed forty (40).

2. Company name.

2.1 The Company exists under the name "ICBPI Luxco S.à r.l."

3. Registered office.

3.1 The Company has its registered office in the city of Luxembourg.

3.2 The Management (as defined in article 11.1 below) is authorised to change the address of the Company's registered office within the municipality of the Company's registered office.

3.3 Branches or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by decision of the Management.

3.4 In the event that, in the opinion of the Management, extraordinary political, economic or social developments occur or are imminent which would interfere with the normal activities of the Company at its registered office or with the ease of communications with the said office or between the said office and persons abroad, it may temporarily transfer the registered office abroad, until the end of these abnormal circumstances. Such temporary measures will have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of the registered office, will remain a company governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg.

4. Object. The object of the Company is the direct and indirect acquisition and holding of stakes, in any form whatsoever, in Luxembourg and/or foreign undertakings, as well as the administration, development and management of such stakeholdings.

This includes without limitation the investment in, acquisition and disposal of, grant or issuance (without a public offering) of preferred equity certificates, loans, bonds, notes, debentures and other debt instruments, shares, warrants and other equity instruments or rights, including without limitation, shares of capital stock, limited partnership interests, limited-liability company interests, preferred stock, securities and swaps, and any combination of the foregoing, in each case whether readily marketable or not, as well as obligations (including without limitation synthetic securities obligations) in any type of company, entity or other legal person.

The Company may also use its funds to invest in real estate, intellectual property rights or any other movable or immovable asset in any form or of any kind.

The Company may grant pledges, guarantees, liens, mortgages and any other form of security as well as any form of indemnity, to Luxembourg or foreign entities, in respect of its own obligations and debts.

The Company may also provide assistance in any form (including without limitation the extension of advances, loans, money deposits and credit as well as the provision of pledges, guarantees, liens, mortgages and any other form of security) to the Company's subsidiaries. On a more occasional basis, the Company may provide the same type of assistance to undertakings that form part of the same group to which the Company belongs or to third parties, provided that doing so is in the Company's interest and does not trigger any license requirements.

In general, the Company may carry out any commercial, industrial or financial transactions and engage in such other activities as it deems necessary, advisable, convenient, incidental to, or not inconsistent with, the accomplishment and development of its corporate purpose.

Notwithstanding the foregoing, the Company shall not enter into any transaction that would cause it to be engaged in a regulated activity or one that requires the Company to have a licence.

5. Duration. The Company is established for an indefinite period of time.

Share capital, Transfer of shares

6. Share capital.

6.1 The share capital of the Company amounts to twenty thousand euros (EUR 20,000.-), divided into twenty thousand (20,000) shares, each with a par value of one euro (EUR 1.-).

6.2 In addition to the share capital, the shareholder(s) of the Company (the "Shareholder(s)") may decide to set up a share premium account. Any premium paid on shares in addition to the par value must be transferred into this share premium account. The funds of the share premium account may be used by the Company to redeem the Company's own shares from Shareholders, to offset any net realised losses, to make distributions to Shareholders or to allocate funds to the legal reserve.

6.3 In addition to the share capital and share premium account, the Company may maintain a capital contribution account 115 (compte 115 «Apport en capitaux propres non rémunéré par des titres») on which the Company shall allocate any capital contributions to the Company which will be made without issue by the Company of any new shares in consideration for the relevant contribution.

6.4 The Company may only acquire its own shares for the purpose of and subject to their immediate cancellation.

6.5 The share capital of the Company may be increased or reduced once or several times by the Shareholders in accordance with these Articles and the laws of the Grand Duchy of Luxembourg applicable to any amendment of these Articles.

7. Shares.

7.1 All shares will be and remain in registered form.

7.2 Ownership of a share carries implicit acceptance of these Articles and the resolutions adopted by the Shareholders.

7.3 Each share entitles to one vote, subject to the limitations imposed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg.

7.4 Each share of the Company is indivisible vis-à-vis the Company. Co-owners of shares must be represented by a common representative vis-à-vis the Company. The Company has the right to suspend the exercise of all rights attached to the share until a common representative has been notified by the co-owners to the Company in writing or by fax.

8. Transfer of shares.

8.1 The shares may be transferred freely amongst the Shareholders.

8.2 Where the Company has a sole Shareholder, such Shareholder may freely transfer his/her/its shares.

8.3 Where the Company has several Shareholders, any transfer of shares to third parties requires the consent of the Shareholders representing at least three quarters of the issued share capital.

8.4 Any transfer of shares must be evidenced by a notarial deed or by a private contract. No transfer of shares is binding vis-à-vis the Company or vis-à-vis third parties unless duly notified to the Company or accepted by the Company in accordance with the applicable Luxembourg law on transfers of claims, in particular, without limitation, article 1690 of the Luxembourg Civil Code.

Management; Auditor

9. Managers.

9.1 The Company shall be managed by one or several managers, who do not need to be Shareholders (the "Manager (s)").

9.2 The Managers are appointed by the Shareholders who determine (i) their number, (ii) their remuneration and (iii) the limited or unlimited duration of their mandate.

9.3 The Managers will hold office until their successors are elected. They may be re-elected and may be removed at any time, with or without cause, by the Shareholders.

9.4 The Shareholders may decide to qualify the appointed Managers as class A managers and class B managers respectively.

9.5 Even after the term of their mandate, the Managers are not entitled to disclose confidential information of the Company or any Company information which may be detrimental to the Company's interests, except when such a disclosure is mandatory by law.

10. Board of Managers.

10.1 Where more than one Manager has been appointed, the Managers will constitute a board of managers (the "Board").

10.2 The Board may appoint a Manager as its chair (the "Chair of the Board").

11. Powers of Management.

11.1 The sole Manager or the Board (as applicable) (the "Management") is vested with full powers to act on behalf of the Company and to authorize, on behalf of the Company, all acts whether of an administrative or of a disposal nature which the Management in its full discretion deems necessary or useful for accomplishing the Company's object. All powers not expressly reserved by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg to the Shareholders fall within the competence of the Management.

11.2 The Management may also set up one or more committee(s) and determine its/their composition and powers and delegate certain powers and/or special mandates to them.

11.3 The Management may confer certain powers and/or special mandates to act on behalf of and bind the Company, vis-à-vis third parties, to one or several Manager(s), Shareholder(s) or third person(s), any of these acting either alone or jointly as determined by the Management.

12. Meetings of the Board and Written Decisions.

12.1 The Board will meet upon the request of any Manager.

12.2 Such Manager will inform the other Managers of the place, date, time and agenda of the meeting by written notice or email. Such notice must be received by the Managers at least twenty-four hours prior to the meeting. No separate notice is required for meetings held at places, dates and times specified in a time schedule previously adopted by a decision of the Board and in case of urgency.

12.3 The above mentioned notice requirement may be waived in writing by the concerned Manager(s) or by the unanimous written consent of all Managers at the relevant meeting of the Board.

12.4 At each Board meeting, the Board shall appoint the chair of the relevant meeting by vote of the majority of the Managers present or represented at such meeting.

12.5 The Board may also appoint a secretary, whether a Manager or not, who will be responsible for keeping the minutes of the meeting.

12.6 Managers may attend and act at any Board meeting by appointing another Manager in writing as her/his representative.

12.7 Managers may participate in a Board meeting by means of a conference call, by videoconference or by any similar means of communication enabling several persons to communicate with each other. Such methods of participation are to be considered as equivalent to a physical presence at the relevant meeting.

12.8 A quorum of the Board shall be the presence or the representation of a majority of the Managers holding office, provided, whenever applicable, that at least a Class A Manager and a Class B Manager are present. Decisions will be taken by a majority of the votes of the Managers present or represented at the relevant meeting and this majority shall at least, whenever applicable, include a Class A Manager and a Class B Manager.

12.9 Decisions of the Board are taken by a majority of the Managers present or represented at the relevant Board meeting. In the case of a tied vote, the Chair of the Board does not have a casting vote.

12.10 The minutes of Board meetings must be drawn up and signed by all Managers present at the relevant meeting. Any powers of attorney shall remain attached to the minutes.

12.11 A written decision signed by all Managers is proper and valid as though it had been adopted at a meeting of the Board which was duly convened and held. Such a decision can be documented in either a single document signed by all Managers or in several separate documents all with the same content each of them signed by one or several Managers.

12.12 Where only one Manager has been appointed, such Manager has full power to act on behalf of and validly bind the Company without the need of any decision in writing or minutes of the sole Manager's decisions.

12.13 Copies or extracts of the minutes of the Board meeting shall be certified by the Management

13. Representation of the Company.

13.1 Where only one Manager has been appointed, the Company will be bound vis-à-vis third parties by the sole signature of that Manager.

13.2 Where the Company is managed by a Board, the Company will be bound vis-à-vis third parties by the joint signatures of any two Board members.

13.3 Notwithstanding the above, the Company will be bound vis-à-vis third parties only by the joint signatures of one class A manager and one class B manager if the sole shareholder or the Shareholders (as applicable) have qualified the Managers as class A managers and class B managers.

13.4 Notwithstanding the above, the Company will also be bound vis-à-vis third parties by any person to whom valid powers of representation have been delegated by the sole Manager of the Board, as applicable.

14. Conflict of Interests.

14.1 Subject to the following, the conflict of interest rules as set out in article 57 of the Act shall apply.

14.2 No contract or other business between the Company and a third party be affected or invalidated by the sole fact that one or several duly authorised representatives of the Company, including but not limited to any Manager may have a direct or indirect personal interest in the relevant matter.

14.3 If the sole Manager or all Managers are conflicted with respect to a certain matter, the matter shall be resolved upon by the General Meeting of Shareholders or the Sole Shareholder (as applicable).

15. Indemnification of Managers.

15.1 The Company will indemnify its Manager(s), and, if applicable, their successors, heirs, executors and administrators, against damages and expenses reasonably incurred in connection with any action, suit or proceeding to which the Manager(s) is/(are) party for being or having been Manager(s) of the Company or, at the request of the Company, of any other company of which the Company is a shareholder or creditor if and to the extent they are not entitled to indemnification by such other company.

15.2 Indemnification will only be provided if and to the extent the Manager(s) is/(are) not finally adjudged in an action, suit or proceeding to be liable for gross negligence or misconduct.

15.3 In the event of a settlement, indemnification will only be provided if and to the extent the Company is advised by its legal counsel that the Manager(s) did not commit a breach of his/her duties.

15.4 The foregoing right of indemnification does not exclude other rights to which the Manager(s) and, if applicable its/(their) successors, heirs, executors and administrators may be entitled.

16. Audit.

16.1 If no independent auditor is required by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg and the Company has more than twenty-five (25) Shareholders, the Company's annual accounts are to be audited by one or more statutory auditors, which can either be one or several Shareholders or third persons.

16.2 If no independent auditor is required by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg and the Company has twenty-five (25) or less Shareholders, the Shareholders may decide, without being obliged to do so, to have the annual accounts audited by one or more statutory auditors, being either Shareholders or third persons.

16.3 The auditor(s) shall be appointed by the Shareholders who shall determine the (i) number of auditors, (ii) remuneration of the auditor(s) and (iii) duration of the mandate of the auditor(s). The auditor(s) will hold office until their

successors are elected. They may be re-elected at the end of their term and they may be removed at any time, with or without cause, by the Shareholders.

Shareholders

17. Shareholders' Resolutions.

17.1 The Shareholders decide by passing resolutions either in Shareholders' meetings or, subject to the limitations set forth in these Articles and the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, by written resolutions.

17.2 One vote is attached to each share, except as otherwise provided for by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg.

17.3 Any amendment to the Articles must be approved by (i) the majority of Shareholders in number and (ii) three-quarters of the issued share capital, except as otherwise required by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg or by the Articles.

17.4 All other Shareholders' resolutions will be taken by Shareholders representing more than half of the issued share capital of the Company, except as otherwise required by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg or by the Articles. In case the quorum is not reached at the first meeting, the Shareholders shall be convened or consulted a second time, by registered letter, and decisions shall be adopted by a majority of the votes cast, regardless of the portion of issued share capital represented.

18. Written Resolutions.

18.1 If the Company has twenty five (25) or less Shareholders, the Shareholders' resolutions do not have to be passed in Shareholders' meetings but may also be passed by written resolution.

18.2 The text of resolutions to be adopted by written resolution will be sent to the Shareholders in writing by the Management by registered letter, letter, email or fax. Shareholders are under the obligation to cast their vote and send it back to the Management of the company by registered letter, letter, e-mail or fax within fifteen (15) days as from the receipt of the letter. Any votes not cast within this time frame will be considered as having abstained from voting.

18.3 The formal requirements set forth in para. 18.2 for passing written Shareholders' resolutions may be waived by unanimous written resolution of all Shareholders in the relevant written resolution or otherwise.

18.4 The formal requirements set forth in para. 18.2 for passing written Shareholders' resolutions do not apply if the Company has only one Shareholder. All resolutions adopted by a sole Shareholder must, however, be documented in writing and signed by the sole Shareholder.

18.5 Any copies or extracts of the written Shareholders' resolutions shall be certified by the Management.

19. Shareholders' meetings.

19.1 An annual Shareholders' meeting needs only be held if the Company has more than twenty-five (25) Shareholders. In that case, these Articles shall be amended in order to provide for the date and time at which such annual Shareholders' meeting shall be held.

19.2 Extraordinary Shareholders' meetings are convened in accordance with the laws of the Grand Duchy of Luxembourg by notice of the Management, the auditor(s) of the Company or the Shareholder(s) representing at least half of the issued share capital of the Company (if any).

19.3 A Shareholders' meeting may only be held abroad if, in the opinion of the Management, this should be necessary due to circumstances of force majeure.

19.4 The notice convening the Shareholders' meeting shall indicate the place, date, time and agenda of the meeting and shall be sent to the Shareholders at least eight (8) days prior to the meeting. The above mentioned notice requirement may be waived in writing by the concerned Shareholder(s) or by the unanimous written consent of all Shareholders at the relevant meeting of the Shareholders.

19.5 Any duly constituted Shareholders' meeting represents all the Shareholders of the Company.

19.6 If the Company has only a sole Shareholder, this sole Shareholder exercises the powers granted to the general meeting of shareholders by applicable law and these Articles. Articles 194 to 196 and 199 of the law of 10 August 1915, as amended from time to time, are not applicable to that situation.

20. Procedure at Shareholders' meetings.

20.1 A Shareholder may act at a Shareholders' meeting by appointing a representative, who does not have to be a Shareholder, in writing or by fax.

20.2 Shareholder(s) may participate in a Shareholders' meeting by means of a conference call, by videoconference or by any similar means of communication enabling several persons to communicate with each other. Such participation shall be deemed equivalent to a physical presence at the relevant meeting.

20.3 The Management may determine all other conditions that must be fulfilled in order to take part in a Shareholders' meeting.

20.4 At each meeting of the Shareholders, the Shareholders shall appoint the chair of the relevant meeting by vote of the majority of the Shareholders present or represented at such meeting (the "Chair of the Shareholders' Meeting").

20.5 The Chair of the Shareholders' Meeting will appoint a secretary. The Shareholders will appoint one or several scrutineer(s). The Chairman of the Shareholders' meeting together with the secretary and the scrutineer(s) form the bureau of the general meeting (the "Bureau").

20.6 An attendance list indicating the (i) name of the Shareholders, (ii) number of shares held by them and, if applicable, (iii) name of the representative, must be drawn up and signed by the members of the Bureau.

20.7 Minutes of the resolutions of the Shareholders' meeting shall be drawn up and signed by the Bureau.

20.8 Copies or extracts of the minutes of the Shareholders' meeting shall be certified by the Management.

Financial year, Distributions of earnings

21. Financial year.

21.1 The Company's financial year begins on the first day of the month of January and ends on the last day of the month of December.

22. Approval of financial statements.

22.1 At the end of each financial year, the accounts are closed and the Management will draw up the annual accounts of the Company in accordance with the laws of the Grand Duchy of Luxembourg.

22.2 The Management will submit the annual accounts of the Company to the company's auditor(s), if any, for review and to the Shareholders for approval.

22.3 Each Shareholder may inspect the annual accounts at the registered office of the Company as provided for by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg.

23. Allocation of Profits.

23.1 From the annual net profits of the Company, five per cent (5%) shall be allocated to the reserve required by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg. This allocation will cease to be required as soon and as long as such reserve amounts to ten per cent (10%) of the subscribed share capital of the Company. The reserve can be used in whole or in part to (i) absorb existing losses, if any, (ii) put into a reserve or provision, (iii) carry it forward to the next following financial year.

23.2 The Shareholders shall determine how the remainder of the annual net profits will be allocated.

24. Interim dividends. The Management is authorised to pay out interim dividends, provided that current interim accounts have been drawn-up and that said interim accounts show that the Company has sufficient available funds for such a distribution.

Dissolution, Liquidation

25. Dissolution and liquidation.

25.1 The dissolution of the Company may be resolved by its Shareholders with the same quorum and majority required to amend these Articles, unless otherwise provided by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg.

25.2 Should the Company be dissolved, the liquidation will be carried out by one or more liquidators appointed by the Shareholders determining powers and compensation of the liquidator(s).

25.3 After payment of all the outstanding debts of and charges against the Company, including taxes and expenses pertaining to the liquidation process, the remaining net assets of the Company shall be distributed equally to the Shareholders pro rata to the number of the shares held by them.

Applicable law

26. Applicable law. All matters not governed by these Articles shall be determined by the applicable law.

Transitory provisions:

The first financial year of the Company will begin on the present date and end on 31 December 2016.

Subscription and payment:

Thereupon, the Founding Shareholders, represented by the Representative, declared to subscribe to all the twenty thousand (20,000) shares to be issued by the Company in the following proportion:

- PGOF II subscribes to eight thousand six hundred and forty-two (8,642) shares in the Company having a nominal value of one euro (EUR 1.) each;

- PGOF III subscribes to four thousand three hundred and ten (4,310) shares in the Company having a nominal value of one euro (EUR 1.) each;

- PMCP subscribes to one thousand three hundred (1,300) shares in the Company having a nominal value of one euro (EUR 1.) each;

- PI subscribes to five thousand seven hundred and forty-eight (5,748) shares in the Company having a nominal value of one euro (EUR 1.) each

The Founding Shareholders, represented by the Representative fully pay such shares by a contribution in cash amounting to twenty thousand euro (EUR 20,000), so that the amount of twenty thousand euro (EUR 20,000) is at the disposal of the Company., proof of such payment has been given to the undersigned notary.

Resolutions of the founding shareholder:

The Founding Shareholders, represented by the Representative, in their capacity as shareholders of the Company, the-reupon passed the following shareholders' resolutions:

1. The company shall be represented by the following three (3) managers (the "Managers").

- Mr. Peter van Opstal, born in Zwijndrecht (the Netherlands) on February 12 1969 having his professional address at 40 avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, as class B manager for an undetermined period of time;

- Mrs. Lucinda Clifton-Bryant, born in Aachen (Germany) on 18 October 1977 having her professional address at 40 avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, as class B manager for an undetermined period of time; and

- Mr. Jeffrey Miller, born in Minnesota (United States of America) on 12 June 1971 having his/her professional address at 600 Montgomery Street, 23rd Floor San Francisco, CA 94111 (United States of America), as class A manager for an undetermined period of time; and

2. The registered office of the Company shall be at 40 avenue Monterey, L-2163 Luxembourg.

Expenses

The expenses, costs, remuneration or charges in any form whatsoever, which shall be borne by the Company as a result of this deed are estimated at approximately 1,500 euro.

WHEREOF, the present notarial deed was drawn up in Pétange, on the date stated at the beginning of this document.

The undersigned notary, who understands English, states that, on request of the appearing party, the present deed is worded in English, followed by a French version and that, in case of any difference between the English and the French text, the English text shall prevail.

This document was read to the Representative, who is known to the notary by his surname, first name, civil status and residence. This original deed was then signed by the Representative together with the notary.

Suit la version française du texte qui précède:

L'an deux mil quinze, le deuxième jour du mois de décembre.

Par devant Maître Jacques Kessler, notaire de résidence à Pétange (Grand Duché de Luxembourg),

ONT COMPARU:

1. Pantheon Global Co-Investment Opportunities Fund II, L.P., une société, existante et constituée selon les lois de l'Etat du Delaware, Etats-Unis d'Amérique, ayant son siège social à 160 Greentree DR Street 101, Dover, Kent, Delaware 19904, Etats-Unis d'Amérique, enregistrée auprès du département des sociétés de l'Etat du Delaware sous le numéro 5221835 représentée par son commandité PGCO II GP, LLC, une société existante et constituée selon les lois de l'Etat du Delaware, Etats-Unis d'Amérique ayant son siège social à 160 Greentree DR Street 101, Dover, Kent, Delaware 19904, Etats-Unis d'Amérique, enregistrée auprès du département des sociétés de l'Etat du Delaware sous le numéro 5221832 (l'«PGOF II»),

2. Pantheon Global Co-Investment Opportunities Fund III, L.P., une société, existante et constituée selon les lois de l'Etat du Delaware, Etats-Unis d'Amérique, ayant son siège social à 160 Greentree DR Street 101, Dover, Kent, Delaware 19904, Etats-Unis d'Amérique, enregistrée auprès du département des sociétés de l'Etat du Delaware sous le numéro 5646614 représentée par son commandité PGCO III GP, LLC, une société existante et constituée selon les lois de l'Etat du Delaware, Etats-Unis d'Amérique ayant son siège social à 160 Greentree DR Street 101, Dover, Kent, Delaware 19904, Etats-Unis d'Amérique, enregistrée auprès du département des sociétés de l'Etat du Delaware sous le numéro 5646612 (the "PGOF III"),

3. Pantheon Multi-Strategy Co-Investment Program 2014, L.P., une société, existante et constituée selon les lois de l'Etat du Delaware, Etats-Unis d'Amérique, ayant son siège social à 160 Greentree DR Street 101, Dover, Kent, Delaware 19904, Etats-Unis d'Amérique, enregistrée auprès du département des sociétés de l'Etat du Delaware sous le numéro 5514581 représentée par son commandité Pantheon Multi-Strategy Program 2014 US GP, LLC, une société existante et constituée selon les lois de l'Etat du Delaware, Etats-Unis d'Amérique, ayant son siège social à 160 Greentree DR Street 101, Dover, Kent, Delaware 19904, Etats-Unis d'Amérique, enregistrée auprès du département des sociétés de l'Etat du Delaware sous le numéro 5496499 (the "PMCP"), et

4. Pantheon International PLC, une société existante et constituée selon les lois d'Angleterre et du pays de Galles, ayant son siège social à Beaufort House, 51 New North Road, Exeter, Devon EX4 4EP, Royaume Uni, et enregistrée auprès du Companies House sous le numéro 02147984 (the "PI"),

PGOF II, PGOF III, PMCP et PI, ci-après dénommés les «Associés Fondateurs»,

Les Associés Fondateurs sont représentés par Madame Sofia Afonso-da Chao Conde, employée du notaire Jacques Kessler, ayant son adresse professionnelle à Pétange (Grand-Duché de Luxembourg) (la «Mandataire»), en vertu de quatre

procurations, qui, après avoir été paraphées et signées "ne varietur" par la Mandataire et le notaire instrumentant, seront annexées au présent acte aux fins de formalisation.

Les Associés Fondateurs, représentés par la Mandataire, ont requis le notaire instrumentant de documenter comme suit les statuts d'une société à responsabilité limitée qu'ils déclarent constituer entre eux:

«Forme, Dénomination, Siège social, Objet, Durée

1. Forme.

1.1 Il est formé une société sous la forme d'une société à responsabilité limitée (la «Société») qui sera régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, notamment par la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée (la «Loi»), par l'article 1832 du Code Civil, tel que modifié, ainsi que par les présents statuts (les «Statuts»).

1.2 La Société peut compter un associé unique ou plusieurs associés, à condition que le nombre d'associés ne dépasse pas quarante (40).

2. Dénomination. La Société existe sous la dénomination «ICBPI Luxco S.à r.l.».

3. Siège Social.

3.1 Le siège social de la Société est établi dans la municipalité de Luxembourg.

3.2 La Gérance (tel que défini à l'article 11.1 ci-dessous) est autorisé à changer l'adresse du siège social de la Société à l'intérieur de la municipalité du siège social de la Société.

3.3 Des succursales ou autres bureaux peuvent être établis soit au Grand-Duché de Luxembourg, soit à l'étranger par une décision de la Gérance.

3.4 Au cas où la Gérance estimerait que des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social sont de nature à compromettre l'activité normale de la Société au siège social ou la communication aisée avec ce siège ou entre ce siège et des personnes à l'étranger ou que de tels événements sont imminents, elle pourra transférer temporairement le siège social à l'étranger, jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales. Ces mesures provisoires n'auront aucun effet sur la nationalité de la Société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège social, restera régie par la loi du Grand-Duché de Luxembourg.

4. Objet. La Société a pour objet la prise de participations directes ou indirectes et la détention de ces participations, sous n'importe quelle forme, dans toutes entreprises luxembourgeoises ou étrangères, ainsi que l'administration, la gestion et la mise en valeur de ces participations.

Ceci inclut, mais n'est pas limité à l'investissement, l'acquisition, la vente, l'octroi ou l'émission (sans offre publique) de certificats de capital préférentiels, prêts, obligations, reconnaissances de dettes et autres formes de dettes, parts sociales, bons de souscriptions et autres instruments de capital ou droits, incluant sans limitation, des parts de capital social, participations dans une association (limited partnership), participations dans une société à responsabilité limitée (limited liability company), parts préférentielles, valeurs mobilières et swaps, et toute combinaison de ce qui précède, qu'ils soient facilement réalisables ou non, ainsi que des engagements (incluant mais non limité à des engagements relatifs à des valeurs synthétiques) de sociétés, entités ou autres personnes juridiques de tout type.

La Société peut aussi utiliser ses fonds pour investir dans l'immobilier, les droits de propriété intellectuelle ou dans tout autre actif mobilier ou immobilier de toute sorte ou toute forme.

La Société peut accorder des gages, garanties, privilèges, hypothèques et toute autre forme de sûretés ainsi que toute forme d'indemnités, à des entités luxembourgeoises ou étrangères, en relation avec ses propres obligations et dettes.

La Société peut accorder toute forme d'assistance (incluant mais non limité à l'octroi d'avances, prêts, dépôts d'argent et crédits ainsi que l'octroi de gages, garanties, privilèges, hypothèques et toute autre forme de sûretés, de toute sorte et forme) aux filiales de la Société. De manière plus occasionnelle, la Société peut accorder le même type d'assistance aux sociétés qui font partie du même groupe de sociétés que la Société ou à des tiers, sous condition que cela tombe dans l'intérêt social et sans engendrer une obligation d'une autorisation spécifique.

D'une manière générale, la Société peut effectuer toute opération commerciale, industrielle ou financière et s'engager dans toute autre activité qu'elle jugera nécessaire, conseillée, appropriée, incidente à ou non contradictoire avec l'accomplissement et le développement de ce qui précède.

Nonobstant ce qui précède, la Société ne s'engagera dans aucune transaction qui entraînerait son engagement dans une quelconque activité qui serait considérée comme une activité réglementée ou qui requerrait de la Société la possession de toute autre autorisation spécifique.

5. Durée. La Société est établie pour une durée illimitée.

Capital social, Cession de parts sociales

6. Capital Social.

6.1 Le capital social de la Société est fixé à vingt mille euros (EUR 20.000,-) divisé en vingt milles (20.000) parts sociales ayant une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-) chacune.

6.2 En plus du capital social, l'/les associé(s) de la Société (l'/les «Associé(s)») peuvent décider d'établir un compte de prime d'émission. Toutes les primes payées sur une part sociale en plus de la valeur nominale seront transférées sur ce compte de prime d'émission. Les fonds de ce compte de primes d'émission peuvent être utilisés par la Société pour racheter les propres parts sociales de la Société aux Associés, pour compenser des pertes nettes réalisées, pour effectuer des distributions aux Associés ou pour être affecté à la réserve légale.

6.3 En plus du capital social et des comptes de prime d'émission, la Société peut créer un compte 115 «Apport en capitaux propres non rémunéré par des titres» sur lequel la Société place tout capital ayant été apporté à la Société sans émission par la Société de nouvelles parts sociales en contrepartie de l'apport en question.

6.4 La Société ne peut acquérir ses propres parts sociales qu'aux fins et sous réserve de leur annulation immédiate.

6.5 Le capital social de la Société peut être augmenté ou réduit, en une ou en plusieurs fois, par les Associés conformément à ces Statuts et aux lois du Grand-Duché de Luxembourg applicables à toute modification de ces Statuts.

7. Parts Sociales.

7.1 Chaque part sociale sera et restera sous forme nominative.

7.2 La propriété de tout part sociale implique l'acceptation des présents Statuts et des résolutions prises par les Associés.

7.3 Un vote est attaché à chaque part sociale, sous réserve des restrictions imposées par les lois du Grand-Duché de Luxembourg.

7.4 Chaque part est indivisible à l'égard de la Société. Les propriétaires indivis de parts sociales sont tenus de se faire représenter auprès de la Société par un mandataire commun. La Société a le droit de suspendre l'exercice de tous les droits attachés à la part sociale concernée et ce jusqu'à la nomination d'un mandataire commun.

8. Cession de Parts Sociales.

8.1 Les parts sociales peuvent être librement cédées entre les Associés.

8.2 Lorsque la Société est composée d'un Associé unique, cet Associé peut céder ses parts sociales librement.

8.3 Lorsque la Société est composée de plusieurs Associés, toute cession de parts sociales entre vifs à des non associés que moyennant l'agrément des Associés représentant au moins les trois quarts du capital social émis.

8.4 Toute cession de parts sociales doit être documentée par un acte notarié ou sous seing privé. Les cessions de parts sociales ne sont opposables à la Société et aux tiers qu'après qu'elles aient été correctement signifiées à la Société ou acceptées par la Société conformément au droit luxembourgeois applicable en matière de transfert de créances, notamment, sans s'y limiter, à l'article 1690 du Code Civil luxembourgeois.

Gérance, Commissaire aux comptes

9. Gérants.

9.1 La Société est gérée par un ou plusieurs gérants, associés ou non associés (le(s) «Gérant(s)»).

9.2 Les Gérants sont nommés par les Associés, qui fixent (i) leur nombre, (ii) leur rémunération et (iii) le caractère limité ou illimité de leur mandat.

9.3 Les Gérants resteront en fonction jusqu'à la nomination de leur successeur. Il(s) peut/peuvent être renommé(s) et peut/peuvent être révoqué(s) à tout moment, avec ou sans motif, par les Associés.

9.4 Les Associés peuvent décider de qualifier les Gérants nommés de gérants de catégorie A et, respectivement, de gérants de catégorie B.

9.5 Les Gérants ne révéleront pas, même après le terme de leur mandat, des informations confidentielles au sujet de la Société ou toute information concernant la Société dont la divulgation pourrait porter préjudice aux intérêts de la Société, excepté lorsqu'une telle divulgation est obligatoire par la loi.

10. Conseil de Gérance.

10.1 Si plus d'un Gérant a été nommé, les Gérants constitueront un conseil de gérance (le «Conseil de Gérance»).

10.2 Le Conseil de Gérance choisira parmi ses membres un président (le «Président du Conseil de Gérance»).

11. Pouvoirs des Gérants.

11.1 Le Gérant unique ou, le cas échéant, le Conseil de Gérance (la «Gérance») est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la Société et pour autoriser, au nom de la Société, tous les actes, qu'ils soient d'administration ou de disposition, que la Gérance juge à sa seule discrétion nécessaires ou utiles pour la réalisation de l'objet social de la Société. Tous les pouvoirs qui ne sont pas expressément réservés par les lois du Grand-Duché de Luxembourg ou par les présents Statuts aux Associés sont de la compétence de la Gérance.

11.2 La Gérance peut aussi créer un ou plusieurs comité(s) et déterminer sa/leur composition et ses/leurs pouvoirs et leur déléguer certains pouvoirs et/ou mandats.

11.3 La Gérance peut conférer certains pouvoirs ou mandats spéciaux à un ou plusieurs Gérant(s), Associé(s) ou tiers, agissant seul ou conjointement, pour agir pour le compte de la Société et engager la Société envers les tiers tel que déterminé par la Gérance.

12. Réunions du Conseil de Gérance et Résolutions Circulaires.

12.1 Le Conseil de Gérance se réunira à la demande de tout Gérant.

12.2 Ce Gérant indiquera aux autres Gérants le lieu, la date, l'heure et l'ordre du jour de la réunion par avis écrit ou par email. Cette notification sera reçue par tous les Gérants au moins vingt-quatre heures avant la réunion. Aucune convocation distincte ne sera requise pour les réunions se tenant en des lieux, dates et heures spécifiés dans un calendrier préalablement adopté par le Conseil de Gérance et en cas d'urgence.

12.3 Il pourra être passé outre la convocation mentionnée ci-dessus avec l'accord écrit du/des Gérant(s) concerné(s) ou le consentement écrit unanime de tous les Gérants donné à la réunion du Conseil de Gérance en question.

12.4 A chaque réunion du Conseil de Gérance, le Conseil de Gérance nommera le président de la réunion en question par un vote de la majorité des Gérants présents ou représentés à cette réunion.

12.5 Le Conseil de Gérance pourra également nommer un secrétaire, Gérant ou non, qui sera responsable de la tenue des procès-verbaux des réunions.

12.6 Les Gérants pourront participer et se faire représenter aux réunions du Conseil de Gérance en désignant par écrit un autre Gérant comme son mandataire.

12.7 Les Gérants peuvent participer à une réunion du Conseil de Gérance par conférence téléphonique, par vidéoconférence ou par tout moyen de télécommunication similaire permettant à plusieurs personnes de communiquer l'une avec l'autre. De telles participations doivent être considérées comme équivalentes à une présence physique à la réunion en question.

12.8 Un quorum du Conseil de Gérance est atteint par la présence ou la représentation d'une majorité des Gérants en fonction, à condition, le cas échéant, qu'au moins un Gérant de Catégorie A et un Gérant de Catégorie B soient présents. Les décisions seront prises à la majorité des votes des Gérants présents ou représentés à la réunion concernée et cette majorité devra au moins, selon le cas, inclure un Gérant de Catégorie A et un Gérant de Catégorie B.

12.9 Les décisions du Conseil de Gérance sont prises par une majorité des Gérants présents ou représentés à la réunion du Conseil de Gérance en question. En cas de parité des votes, le Président du Conseil de Gérance n'a pas de voix prépondérante.

12.10 Les procès-verbaux des réunions du Conseil de Gérance doivent être établies par écrit et signées par tous les Gérants présents ou représentés à la réunion en question. Toutes les procurations y seront annexées.

12.11 Une décision écrite signée par tous les Gérants est régulière et valable comme si elle avait été adoptée à une réunion du Conseil de Gérance dûment convoquée et tenue. Une telle décision pourra être documentée soit par un seul écrit signés par tous les Gérants soit par plusieurs écrits séparés ayant le même contenu signés chacun par un ou plusieurs Gérants.

12.12 Lorsqu'un seul Gérant a été nommé, ce Gérant est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir pour le compte de et engager valablement la Société sans avoir à établir des décisions écrites ou des procès-verbaux des décisions du Gérant unique.

12.13 Les copies ou extraits des procès-verbaux du Conseil de Gérance seront certifiés par la Gérance.

13. Représentation de la Société.

13.1 Lorsqu'un seul Gérant a été nommé, la Société sera engagée vis-à-vis des tiers par la signature individuelle de ce Gérant.

13.2 Lorsque la Société est gérée par un Conseil de Gérance, la Société sera engagée vis-à-vis des tiers par la signature conjointe de deux membres du Conseil de Gérance.

13.3 Nonobstant ce qui précède, si l'associé unique ou les Associés (selon le cas) ont qualifié les Gérants de gérants de catégorie A et gérants de catégorie B, la Société sera engagée vis-à-vis des tiers par la signature individuelle d'un gérant de catégorie A.

13.4 Nonobstant ce qui précède, la Société sera également engagée vis-à-vis des tiers par toute personne à qui des pouvoirs valides de représentation ont été délégués par le gérant Unique ou le Conseil de Gérance, selon le cas.

14. Conflit d'intérêts.

14.1 Conformément à ce qui suit, les règles du conflit d'intérêt telles qu'énoncées à l'article 57 de la Loi s'appliqueront.

14.2 Aucun contrat ou autre transaction entre la Société et un tiers ne sera affecté ou invalidé par le seul fait qu'un ou plusieurs représentants valablement autorisés de la Société, y inclus notamment tout Gérant, pourront avoir un intérêt personnel direct ou indirect dans l'opération concernée.

14.3 Si le Gérant unique de la Société ou tous les Gérants sont en conflit avec une opération particulière, l'Assemblée Générale des Associés ou l'Associé Unique (selon le cas) se prononcera sur cette opération.

15. Indemnisation des Gérants.

15.1 La Société indemnifiera son ou ses Gérant(s) et (le cas échéant) ses héritiers, exécuteurs et administrateurs testamentaires, des dommages et des dépenses raisonnables faites par celui/ceux-ci en relation avec toute action, procès ou procédure à laquelle il/ils a/ont pu être partie en raison de sa/leur fonction passée ou actuelle de Gérant(s) de la Société ou, à la demande de la Société, de toute autre société dans laquelle la Société est associée ou créancière et par laquelle il/ils n'est/ne sont pas autorisé à être indemnisé(s) par cette autre société.

15.2 L'indemnisation ne sera due que si le/les Gérant(s) ne sont pas condamnés lors d'une action, un procès ou une procédure pour grosse négligence ou faute grave.

15.3 En cas de règlement à l'amiable d'un conflit, des indemnités ne seront accordées que si et dans la mesure où la Société a reçu confirmation par son conseiller juridique que le/les Gérant(s) n'a/ont pas commis de violation à ses/leurs devoirs.

15.4 Le prédit droit d'indemnisation n'exclut pas d'autres droits que le ou les Gérant(s) concerné(s) ou (le cas échéant) ses héritiers, exécuteurs et administrateurs testamentaires, peuvent revendiquer.

16. Commissaire aux comptes.

16.1 Si aucun commissaire aux comptes n'est requis par les lois du Grand-Duché de Luxembourg et que la Société compte plus de vingt-cinq (25) Associés, les comptes annuels de la Société seront audités par un ou plusieurs commissaire(s) aux comptes, Associé(s) ou non.

16.2 Si aucun commissaire aux comptes n'est requis par les lois du Grand-Duché de Luxembourg et que la Société ne compte pas plus de vingt-cinq (25) Associés, les Associés pourront, sans en être obligés, faire auditer les comptes annuels par un ou plusieurs commissaire(s) aux comptes, Associé(s) ou non.

16.3 Le(s) commissaire(s) aux comptes sera/seront nommé(s) par les Associés qui détermineront (i) leur nombre, (ii) leur rémunération et (iii) la durée de leur mandat. Le(s) commissaire(s) aux comptes resteront en fonction jusqu'à ce que leurs successeurs soient élus. Ils sont rééligibles et peuvent être révoqués à tout moment, avec ou sans motif, par les Associés.

Associés

17. Résolutions des Associés.

17.1 Les Associés prennent leurs décisions en adoptant des résolutions soit lors de réunions d'Associés ou, sous réserve des dispositions des présents Statuts et des lois du Grand-Duché de Luxembourg, par résolutions écrites.

17.2 Chaque part sociale donne droit à une voix, sauf disposition contraire prévue par les lois du Grand-Duché de Luxembourg.

17.3 Toute modification des Statuts devra être approuvée par (i) la majorité du nombre des Associés et (ii) les trois-quarts du capital social émis, sauf disposition contraire prévue par les lois du Grand-Duché de Luxembourg ou par les présents Statuts.

17.4 Toutes autres résolutions des Associés seront adoptées par les Associés représentant plus de la moitié du capital social émis de la Société, sauf disposition contraire prévue par les lois du Grand-Duché de Luxembourg ou par les présents Statuts. Dans le cas où le quorum ne serait pas atteint lors de la première réunion, les Associés seront convoqués ou consultés une seconde fois, par lettre recommandée, et les décisions seront adoptées par une majorité des voix exprimées, indépendamment de la part du capital social émis représenté.

18. Résolutions écrites.

18.1 Si la Société ne compte pas plus de vingt-cinq (25) Associés, les décisions des Associés ne devront pas nécessairement être adoptées lors de réunions mais pourront également être adoptées par voix circulaires.

18.2 Les résolutions à adopter par voix circulaire seront envoyées aux Associés par écrit par la Gérance par courrier recommandé, lettre, e-mail ou facsimilé. Les Associés ont l'obligation de voter et de renvoyer leur bulletin de vote à la Gérance de la Société par courrier recommandé, lettre, e-mail ou facsimilé endéans quinze (15) jours à compter de la réception de la lettre. Tous les votes non émis durant cette période seront considérés comme une abstention de vote.

18.3 Il est possible de déroger aux exigences énoncées au paragraphe 18.2 concernant l'adoption de résolutions écrites par les Associés par décision écrite unanime de tous les Associés dans une résolution écrite appropriée ou autrement.

18.4 Les exigences énoncées au paragraphe 18.2 concernant l'adoption de résolutions écrites par les Associés ne s'appliqueront pas si la Société ne compte qu'un Associé. Toutes les résolutions adoptées par un Associé unique devront, en revanche, être documentées par écrit et signé par l'Associé unique.

18.5 Toutes les copies ou extraits des résolutions écrites des Associés devront être certifiées par la Gérance.

19. Assemblées des Associés.

19.1 Il sera nécessaire de tenir une assemblée générale annuelle des Associés uniquement si la Société compte plus de vingt-cinq (25) Associés. Dans ce cas, les présents Statuts seront modifiés afin d'indiquer la date et l'heure auxquelles cette assemblée annuelle des Associés se tiendra.

19.2 Les assemblées extraordinaires des Associés sont convoquées conformément aux lois du Grand-Duché de Luxembourg par notification de la Gérance, du/des commissaire(s) aux comptes de la Société ou de l'/des Associé(s) représentant au moins la moitié du capital social émis de la Société (selon le cas).

19.3 Une assemblée d'Associés ne pourra uniquement être tenue à l'étranger si, selon la Gérance, cela est nécessaire dû à des circonstances de force majeure.

19.4 L'avis convoquant l'assemblée des Associés indiquera le lieu, la date, l'heure et l'ordre du jour de l'assemblée et sera envoyé au moins huit (8) jours avant l'assemblée. Il pourra être passé outre la convocation mentionnée ci-dessus par

l'accord écrit du/des Associé(s) concerné(s) ou le consentement écrit unanime de tous les Associés lors de l'assemblée des Associés concernée.

19.5 Toute assemblée des Associés dûment constituée représente tous les Associés de la Société.

19.6 Si la Société ne compte qu'un Associé unique, cet Associé Unique exerce les pouvoirs accordés à l'assemblée générale des Associés par la loi applicable et les présents Statuts. Les articles 194 à 196 et 199 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée de temps à autre, ne s'appliquent pas à ce cas de figure.

20. Procédure lors des assemblées des Associés.

20.1 Un Associé peut participer à une assemblée des Associés en désignant par écrit ou facsimilé un représentant, lequel ne doit pas nécessairement être Associé.

20.2 L'/les Associé(s) peut/peuvent participer à une assemblée des Associés par conférence téléphonique, visioconférence ou par tout autre moyen de communication similaire permettant aux participants de communiquer entre eux. Cette participation équivaut à une présence physique à la réunion en question.

20.3 La Gérance peut déterminer toutes les autres conditions qui doivent être remplies pour participer à une assemblée des Associés.

20.4 Lors de chaque assemblée des Associés, les Associés nommeront le président de la réunion en question par un vote de la majorité des Associés présents ou représentés à cette assemblée (le «Président de l'Assemblée des Associés»).

20.5 Le Président de l'Assemblée des Associés désignera un secrétaire. Les Associés désigneront un ou plusieurs scrutateur(s). Le Président de l'Assemblée des Associés conjointement avec le secrétaire et le(s) scrutateur(s) formeront le bureau de l'assemblée générale (le «Bureau»).

20.6 Une liste de présence indiquant (i) le nom des Associés, (ii) le nombre de parts sociales qu'ils détiennent et, le cas échéant, (iii) le nom du représentant, sera rédigée et signée par les membres du Bureau.

20.7 Les procès-verbaux des décisions de l'assemblée des Associés seront rédigés et signés par le Bureau.

20.8 Les copies ou extraits des procès-verbaux de l'assemblée des Associés seront certifiés par la Gérance.

Exercice social, Distributions des gains

21. Exercice social.

21.1 L'exercice social de la Société commence le premier jour du mois de janvier et finit le dernier jour du mois de décembre.

22. Approbation des comptes annuels.

22.1 A la fin de chaque exercice social, les comptes sont arrêtés et la Gérance établit les comptes annuels de la Société conformément aux lois du Grand-Duché de Luxembourg.

22.2 La Gérance soumettra les comptes annuels de la Société au(x) commissaire(s) aux comptes, le cas échéant, pour revue et aux Associés pour approbation.

22.3 Tout Associé peut prendre connaissance des comptes annuels au siège social de la Société tel que prévu par les lois du Grand-Duché de Luxembourg.

23. Affectation des bénéfices.

23.1 Sur les bénéfices nets de la Société il sera prélevé cinq pour cent (5%) pour la formation d'un fonds de réserve légale requis par les lois du Grand-Duché de Luxembourg. Ce prélèvement cessera d'être obligatoire lorsque et aussi longtemps que la réserve légale atteindra dix pour cent (10%) du capital social souscrit de la Société. Le solde des bénéfices peut être utilisé intégralement ou en partie pour (i) absorber les pertes existantes, le cas échéant, (ii) être versée sur un compte de réserve ou de provision, (iii) être reportée au prochain exercice social ou (iv) être distribuée aux Associés en tant que dividende.

23.2 Les Associés décideront de l'affectation du solde des bénéfices annuels nets.

24. Dividendes intérimaires. La Gérance est autorisée à verser des dividendes intérimaires sur la base de comptes intérimaires actuels et à condition que ces comptes intérimaires montrent que la Société ait suffisamment de fonds disponibles pour une telle distribution.

Dissolution, Liquidation

25. Dissolution et liquidation.

25.1 La Société peut être dissoute par une décision des Associés délibérant aux mêmes conditions de quorum et de majorité que celles exigées pour la modification des Statuts, sauf disposition contraire des lois du Grand-Duché de Luxembourg.

25.2 En cas de dissolution de la Société, la liquidation s'effectuera par les soins d'un ou de plusieurs liquidateur(s) nommé(s) par les Associés qui détermineront leurs pouvoirs et leur rémunération.

25.3 Après paiement de toutes les dettes et charges de la Société, y inclus les taxes et frais de liquidation, l'actif net de la Société sera réparti équitablement entre tous les Associés au prorata du nombre de parts qu'ils détiennent.

Loi applicable

26. Loi applicable. Toutes les matières qui ne sont pas régies par les présents Statuts seront réglées conformément à la loi applicable.»

Dispositions transitoires

La première année sociale de la Société commencera ce jour et finira le 31 décembre 2016.

Souscription et libération

Les statuts ayant été ainsi arrêtés, les Associés Fondateurs, représentés par le Représentant, déclarent souscrire à la totalité des vingt milles (20.000) parts sociales, afin de les répartir de la manière suivante:

- PGOF II souscrit à huit mille six cent quarante-deux (8.642) parts sociales dans la Société avec une valeur nominale de un euro (EUR 1) chacune;
- PGOF III souscrit à quatre mille trois cent dix (4.310) parts sociales dans la Société avec une valeur nominale de un euro (EUR 1) chacune;
- PMCP souscrit à mille trois cent (1.300) parts sociales avec une valeur nominale de un euro (EUR 1) chacune;
- PI souscrit à cinq mille sept cent quarante-huit (5.748) parts sociales dans la Société avec une valeur nominale de un euro (EUR 1) chacune.

Les Associés représentés par la Mandataire déclarent libérer les parts sociales par un versement en numéraire de vingt mille euros (EUR 20.000), de sorte que le montant de vingt mille euros (EUR 20.000), dont preuve a été donnée au notaire.

Assemblée générale des associés

Les Associés Fondateurs, représentés par la Mandataire, en en leurs qualités d'associés de la Société, ont adopté les résolutions suivantes:

1. La Société est représentée par trois (3) gérants (les «Gérants»), les personnes suivantes sont nommées en tant que Gérants pour une durée illimitée:

- M. Peter van Opstal, né à Zwijndrecht (les Pays-Bas) le 12 février 1969 avec adresse professionnelle à 40 avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, en tant que Gérant de catégorie B;
- Madame Lucinda Clifton-Bryant, née à Aachen (Allemagne) le 18 octobre 1977 avec adresse professionnelle à 40 avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, en tant que Gérant de catégorie B; et
- M. Jeffrey Miller, né à Minnesota (Etats-Unis d'Amérique) le 12 juin 1971 avec adresse professionnelle à 600 Montgomery Street, 23rd Floor San Francisco, CA 94111 (Etats-Unis d'Amérique), en tant que Gérant de catégorie A.

2. Le siège social de la Société est fixé au 40 avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, Grand Duché de Luxembourg.

Dépenses

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, s'élève à environ 1.500,- euros.

Dont acte, fait et passé, date qu'en tête des présentes, à Pétange, Grand-Duché de Luxembourg.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'Anglais, déclare qu'à la requête de la partie comparante, le présent acte est établi en langue anglaise, suivi d'une version française. A la requête de cette même partie comparante, et en cas de distorsions entre la version anglaise et française, la version anglaise fera foi.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la Mandataire de la partie comparante, connue du notaire par son nom de famille, son prénom, son statut ladite Mandataire a signé ensemble avec le notaire, l'original du présent acte.

Signé: Conde, Kessler.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 08 décembre 2015. Relation: EAC/2015/29243. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €

Le Receveur (signé): Santioni A.

POUR EXPEDITION CONFORME

Référence de publication: 2015206779/695.

(150233505) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 décembre 2015.

OHA Green Energy S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2146 Luxembourg, 76-78, rue de Merl.

R.C.S. Luxembourg B 193.260.

—
EXTRAIT

Il résulte des résolutions adoptées le 18 décembre 2015 par les associés de la Société, OHA European Strategic Credit Master Fund (Euro), L.P., une société en commandite constituée selon les lois des Îles Caïmans, ayant son siège social à Walkers Corporate Limited, Cayman Corporate Centre, 27 Hospital Road, George Town, Grand Cayman KY1-9008, les Îles Caïmans et enregistrée auprès du registre des sociétés des Îles Caïmans sous le numéro 48707, représenté par son associé commandité OHA European Strategic Credit GenPar, LLC, une société constituée selon les lois du Delaware, ayant son siège social à 2711 Centerville Road, Suite 400, Wilmington, Delaware 19808, Etats-Unis d'Amérique et enregistrée auprès du registre des sociétés du Delaware sous le numéro 4500988; OHA CDP-ESCF, L.P., une société en commandite constituée selon les lois des Îles Caïmans, ayant son siège social à Walkers Corporate Limited, Cayman Corporate Centre, 27 Hospital Road, George Town, Grand Cayman KY1-9008, les Îles Caïmans et enregistrée auprès du registre des sociétés des Îles Caïmans sous le numéro WK-74117, représenté par son associé commandité OHA CDP-ESCF GenPar, LLC, une société constituée selon les lois du Delaware, ayant son siège social à 2711 Centerville Road, Suite 400, Wilmington, Delaware 19808, Etats-Unis d'Amérique et enregistrée auprès du registre des sociétés du Delaware sous le numéro 5496717; OHA Structured Products Master Fund C, L.P., une société en commandite constituée selon les lois des Îles Caïmans, ayant son siège social à Walkers Corporate Limited, Cayman Corporate Centre, 27 Hospital Road, George Town, Grand Cayman KY1-9008, les Îles Caïmans et enregistrée auprès du registre des sociétés des Îles Caïmans sous le numéro 66811, représenté par son associé commandité OHA Structured Products C GenPar, LLC, une société constituée selon les lois du Delaware, ayant son siège social à 2711 Centerville Road, Suite 400, Wilmington, Delaware 19808, Etats-Unis d'Amérique et enregistrée auprès du registre des sociétés du Delaware sous le numéro 5217528, que les associés précités ont décidé d'augmenter le nombre des gérants de la Société de trois à quatre et de nommer Monsieur Michael Blumstein, né le 13 septembre 1956 à New York, Etats-Unis d'Amérique, ayant son adresse professionnelle au 1114 Avenue of the Americas, 27th Floor, New York, NY 10036, Etats-Unis d'Amérique, avec effet immédiat et pour une durée indéterminée, en qualité de gérant de classe A de la Société.

Le conseil de gérance de la Société est désormais composé comme suit:

- Monsieur Richard Munn, gérant de Classe A, ayant son adresse professionnelle au 83, Pall Mall, GB - SW1Y5ES Londres, Angleterre;

- Monsieur Michael Blumstein, gérant de Classe A, ayant son adresse professionnelle au 1114 Avenue of the Americas, 27th Floor, New York, NY 10036, Etats-Unis d'Amérique;

- Monsieur Jean-Philippe Mersy, gérant de Classe B, ayant son adresse professionnelle au 45, rue des Scillas, L-2529 Howald, Luxembourg;

- M. Jean-Claude Lucius, gérant de Classe B, ayant son adresse professionnelle au 45, rue des Scillas, L-2529 Howald, Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 21 décembre 2015.

Pour la Société

Un mandataire

Référence de publication: 2015207127/43.

(150233006) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 décembre 2015.

Microsoft Investholding S.à r.l., Société à responsabilité limitée - Société de gestion de patrimoine familial.

Siège social: L-2227 Luxembourg, 16, avenue de la Porte-Neuve.

R.C.S. Luxembourg B 81.858.

—
EXTRAIT

La soussignée atteste par la présente que suivant la (les) décision(s) de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 13 novembre 2015 à 13h20

est nommé gérant unique M. Eric VAN DER VEN, né le 28 septembre 1947 à Batavia, Indonésie, et demeurant Wijnstraat 77, NL-3311 BT Dordrecht, Pays-Bas

en remplacement de Jan Herman VAN LEUVENHEIM

à effet immédiat du 13 novembre 2015.

Luxembourg, le 22 décembre 2015.
MACROSOFT INVESTHOLDING Sàrl
Eric VAN DER VEN
Gérant unique

Référence de publication: 2015212612/18.

(150238196) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 décembre 2015.

Tailo Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 135.109.

—
Extrait des résolutions par l'actionnaire unique en date du 23 décembre 2015

L'actionnaire unique renouvelle les mandats d'administrateur de Lux Business Management Sàrl ayant son siège social au 40, Avenue Monterey à L-2163 Luxembourg, de Lux Konzern Sàrl ayant son siège social au 40, Avenue Monterey à L-2163 Luxembourg et de Monsieur Cyrille Vallée, employé privé, avec adresse professionnelle 40, avenue Monterey à L-2163 Luxembourg. Ces mandats se termineront lors de l'assemblée qui se tiendra en 2016.

L'actionnaire unique renouvelle le mandat de commissaire aux comptes de Co-Ventures S.A., ayant son siège social au 40, avenue Monterey à L-2163 Luxembourg. Son mandat se terminera lors de l'assemblée qui se tiendra en 2016.

Luxembourg, le 23 décembre 2015.

Pour extrait conforme

Pour la société

Un mandataire

Référence de publication: 2015212942/18.

(150238150) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 décembre 2015.

Indira Properties S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1610 Luxembourg, 4-6, avenue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 180.652.

—
Le Bilan et l'affectation du résultat au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 21 Décembre 2015.

INDIRA PROPERTIES S.à r.l.

Robert McCorduck

Gérant

Référence de publication: 2015212432/14.

(150238704) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 décembre 2015.

Eridanus Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7A, rue Robert Stümper.

R.C.S. Luxembourg B 104.239.

—
Le Bilan et l'affectation du résultat au 31 Décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 26 Janvier 2016.

Eridanus Investments S.à r.l.

Domenico Latronico

Gérant B

Référence de publication: 2016058663/14.

(160019460) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} février 2016.
